1er-15 JANVIER 1963 BIMENSUEL 15e Année (Nouvelle Série). — N° 291

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8e
Téléphone : EURope 47-08

SOMMAIRE

CLAUDE HARMEL. — Les contradictions de l'Internationale communiste.... 1
BRANKO LAZITCH. — Mao Tsé-toung, le Lénine d'aujourd'hui 4
ZUDA. — Le XIIe Congrès du Parti communiste tchécoslovaque 7
Le Xe Congrès du Parti communiste italien 11
Quand Khrouchtchev insultait Tito.. 13
Le Parti communiste français et la crise de l'Internationale 16
Les Chinois et la « Nouvelle Revue Internationale » 17
LUCIEN LAURAT. — Les tares de l'industrie soviétique 18
Chronique du mouvement communiste 24
Niger : Un nouveau Parti communiste : le *Sawaba.*
Fermetures d'églises 24

Les contradictions de l'Internationale communiste

LA crise de l'Internationale communiste bat son plein. Nul ne saurait dire si elle a atteint son apogée, ni si elle est proche de son terme. Mais sa réalité n'est pas niable, sa gravité non plus. Les récents congrès du Parti communiste bulgare (5-14 novembre), du Parti communiste hongrois (20-25 novembre), du Parti communiste italien (2-9 décembre) et du Parti communiste tchécoslovaque (4-8 décembre), ont donné aux deux clans l'occasion de s'affronter et de dénombrer leurs forces au cours de ces « séances de salutations », d'ordinaire si ennuyeuses, et ils ont constitué, avec le discours de Khrouchtchev au Soviet suprême le 12 décembre et l'article publié en réponse le 15 dans le *Quotidien du Peuple*, un nouvel acte de ce grand drame, un acte que les protagonistes auraient intérêt à faire suivre d'un moment d'accalmie s'ils ne veulent pas être entraînés, par le *crescendo* des propos et des passions, plus loin qu'ils ne paraissent vouloir aller les uns et les autres.

Sur les causes et la nature de cette crise, l'épisode présent aura jeté quelques lueurs, et il fournit aux observateurs l'occasion de faire le point.

***

Ceux qui, comme nous, pensent que l'affaire a son origine et sa source dans l'ambition de Mao Tsé-toung d'être l'un des chefs, sinon le chef, d'une Internationale ayant retrouvé une structure analogue à celle d'autrefois (1), ambition qu'expliquent à la fois un orgueil personnel sans mesure, presque insensé (2), renforcé par l'orgueil chinois, et le désir de mettre à la disposition de la Chine, au nom du « développement égal » des pays socialistes, une part plus grande de la production soviétique (3), ceux qui, comme nous, s'appuyant sur les précédents innombrables qu'offre l'histoire du communisme, surtout depuis le début de l'ère stalinienne, n'ont accordé qu'un rôle secondaire, celui d'un masque, d'un prétexte, d'une justification après coup, à ce qu'on a appelé le « conflit idéologique », ceux-là ont le droit de trouver une confirmation à leur thèse dans l'ultime échange d'insinuations perfides entre le premier secrétaire du P.C. de l'U.R.S.S. et l'éditorialiste anonyme du *Quotidien du Peuple.*

---

(1) *Est & Ouest*, n° 275, 16-31 mars 1962 : « *Un tableau des thèses chinoises dressé par les communistes belges* ».

(2) *Est & Ouest*, n° 242, 16-30 septembre 1960 : « *Ignorance et vanité de Mao Tsé-toung* » ; n° 245, 1er-15 novembre 1960 : « *Le culte de Mao* » ; n° 278, 1er-15 mai 1962 : « *Deux pièces au dossier de Mao Tsé-toung* ».

(3) *Est & Ouest*, n° 279, 16-31 mai 1962 : « *Une échappatoire soviétique : la loi du développement inégal du camp socialiste* ».

Quand Khrouchtchev loue ses camarades chinois d'avoir su remettre à plus tard, au jour où les circonstances leur paraîtront propices, la libération des dernières parties du territoire chinois occupées par l'étranger, il suggère qu'elles étaient peu sincères, qu'elles n'avaient d'autre objet que de le mettre en contradiction avec les pères de la doctrine et de saper son autorité, les critiques adressées par Mao et ses collègues à la politique de « coexistence pacifique », l'envie qu'ils affichent d'en venir au plus vite avec les pays capitalistes à « l'explication finale » dont parlait Lénine, de « rendre coup pour coup aux impérialistes », alors qu'ils montrent si peu d'empressement à affronter, là où ils le pourraient, « le tigre de papier ». Et celui qui a écrit, sur l'ordre de Mao, si ce n'est Mao lui-même, l'éditorial du *Quotidien du Peuple*, reconnaissait implicitement que les communistes chinois pourraient tenir des propos exactement contraires à ceux qui sont les leurs aujourd'hui, quand il rappelait que ce sont ces mêmes communistes chinois qui, en 1954, ont défini (dans un traité avec l'Inde au sujet du Tibet) les « cinq principes » de la coexistence pacifique.

***

Quoi qu'il en soit de l'origine du conflit et de sa justification idéologique, ce qui compte aujourd'hui pour en comprendre et, peut-être, pour en prévoir le déroulement, c'est ce qu'on pourrait appeler la « mécanique » du mouvement communiste international, les moyens dont disposent les principaux protagonistes pour faire triompher leurs conceptions, les Soviétiques pour maintenir leur tutelle sur l'ensemble de l'Internationale, les Chinois pour y substituer la leur.

Nous avons souvent rappelé ici que le « monolithisme » de l'Internationale du temps de Staline n'était qu'une façade qui dérobait au regard les conflits, les épurations, les exécutions (4). La nouveauté n'est donc pas qu'il y ait conflit entre les directions de deux partis ou au sein de la direction de certains de ces partis : elle est dans les conditions matérielles que la situation présente du mouvement communiste offre au développement de ces conflits, et ce n'est pas trop accorder à la philosophie matérialiste de Marx que de chercher, dans le changement de ces conditions matérielles, la raison de la transformation de ces conflits eux-mêmes, soit dans leur importance et leurs conséquences, soit même dans leur nature.

Première transformation : les dirigeants du Parti communiste soviétique ne sont plus les seuls à disposer des moyens d'action que donne la possession d'un appareil d'Etat. Douze autres sont aujourd'hui dans cette situation (4).

La première conséquence en est que les Soviétiques ne peuvent plus manier les dirigeants de ces partis avec les mêmes méthodes qu'autrefois. Jadis, quand une direction avait déplu, on suscitait contre elle une « fraction », un « groupe », en faveur de qui Moscou se prononçait, et qui, grâce à cet appui, prenait le pouvoir dans le parti.

Aujourd'hui, les chefs de parti qui sont aussi des chefs d'Etat usent préventivement, quand ils se sentent menacés, de « mesures administratives » contre les militants que les Soviétiques veulent leur donner pour successeurs. Tito a « liquidé » avant qu'ils aient pu lui nuire, les « kominformistes » suscités contre lui par Staline. Khrouchtchev s'est plaint qu'Enver Hodja ait fait fusiller ceux des communistes albanais qui étaient les meilleurs amis de l'U.R.S.S. : on peut être certain que c'étaient ceux sur qui on comptait à Moscou pour renverser et remplacer Hodja. De même, quand on lit dans la résolution adoptée en septembre 1962 par le Comité central du P.C. chinois que la VIIIe Session de ce Comité central, réunie à Lushan en août 1959, revêt « *une importance historique* » du fait « *qu'elle a brisé l'offensive de l'opportunisme de droite, c'est-à-dire du révisionnisme* » dans les rangs du parti, on est en droit de penser que ceux qui furent frappés alors étaient déjà ou auraient pu devenir des partisans et des instruments des Soviétiques.

En présence d'une situation comme celle devant laquelle Khrouchtchev se trouve placé, les règles de la soviétologie veulent que l'on pose cette question : « De quels moyens les Soviétiques disposent-ils pour agir au sein du parti dont la direction se rebelle contre eux ? » A cette question, il serait à la fois prétentieux et imprudent de répondre aujourd'hui par la négative absolue, car nul ne peut se flatter de connaître l'état exact des esprit et des forces dans l'équipe directrice du Parti communiste chinois. Mais il est trop évident pour qu'on y

(4) *Est & Ouest*, n° 268, 1er-15 décembre 1961, B. Lazitch : *De la « maladie infantile du communisme » à sa « crise de croissance »*.

Tous les renseignements contenus dans EST & OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur, toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à EST & OUEST, 86, boulevard Haussmann, Paris (8e).

insiste, que Mao dispose pour défendre son pouvoir dans le Parti de moyens qu'ont ignorés tous les chefs communistes du temps où leurs partis étaient dans l'opposition, à commencer par les prédécesseurs de Mao Tsé-toung à la tête du parti chinois.

Seconde conséquence de l'arrivée au pouvoir de douze partis communistes autres que le parti soviétique. Elle limite les moyens d'action et de pression des Soviétiques sur la direction de ces partis, mais *elle ouvre des possibilités nouvelles aux communistes qui veulent s'opposer soit aux directives soviétiques, soit à la direction de leur propre parti.*

Autrefois, les « groupes oppositionnels » étaient voués à la défaite. Ils ne pouvaient mener longtemps leur action, faute de ressources matérielles, faute d'un appui moral. Aujourd'hui, qu'ils soient vraiment « pro-chinois » ou non, les opposants peuvent trouver, trouvent dans le Parti communiste chinois à la fois un centre de ralliement et un pourvoyeur en moyens matériels pour la lutte : ce n'est plus seulement de Moscou que peuvent venir encouragements, directives et argent, c'est aussi de Pékin, avec, pour l'Europe, le relai de Tirana.

La lutte, jadis, était si inégale que l'issue était connue d'avance. L'inégalité n'est plus aujourd'hui aussi grande. Il pourrait arriver que la « fraction dirigeante » et la « fraction oppositionnelle » fussent à égalité de force et de moyens.

***

Deuxième transformation : *il n'y a plus d'Internationale.* Impatient de sentir près de lui cet organe auquel il aurait dû, théoriquement, rendre des comptes, dont au moins il aurait dû prendre l'avis, Staline a supprimé le Komintern en 1943. Il a senti lui-même que cette suppression le privait dans certaines situations d'un moyen d'action qui pouvait être utile. En 1947, il a reconstitué sous le nom de Kominform un embryon de Komintern. On devait s'apercevoir peu après que ce prétendu « bureau d'information » avait été mis sur pied avant tout, comme nous l'avons souvent écrit, pour donner à la condamnation que Staline voulait faire prononcer contre Tito un caractère non seulement plus spectaculaire, plus solennel, mais aussi, si l'on peut dire, plus organique. Ainsi, ce n'était pas seulement le Parti communiste soviétique, c'était tout ce qui comptait alors dans le mouvement communiste international qui, d'un seul geste, prononçait l'anathème (5).

En 1956, Khrouchtchev et ses collègues ont dissous le Kominform pour montrer la sincérité de leur désir de réconciliation avec Tito. Rien ne l'a remplacé. Des conférences générales du mouvement communiste ont eu lieu en 1957 et en 1960, mais sans qu'un organisme international ait été constitué. Les communistes chinois l'ont demandé. Les Soviétiques l'ont refusé. Ils ont pensé sauvegarder ainsi à la fois leur liberté et leur pouvoir. Dans les rapports bilatéraux qu'ils entretiennent avec chaque Parti communiste, ils sont sûrs d'imposer leur volonté dans tous les cas, tandis qu'au sein d'un Comité exécutif d'une nouvelle Internationale, ils seraient obligés de tenir compte de l'avis des autres, surtout si ces autres s'appelaient Mao Tsé-toung.

Cette habileté a sa contrepartie, et elle est visible aujourd'hui. Khrouchtchev est dans l'incapacité de prendre et de faire prendre une décision excluant le Parti communiste chinois du mouvement communiste mondial : il n'y a plus d'institution, d'organe ou de personne ayant juridiquement pouvoir de le faire.

***

Telle est l'une des contradictions qui paralysent l'action des Soviétiques contre Mao Tsé-toung. Pour imposer obéissance aux Chinois, les forcer à se taire, il faudrait que l'Internationale existe, mais l'Internationale n'existe pas et c'est Mao qui demande sa reconstitution, Khrouchtchev qui la rejette. Sans l'Internationale, les Soviétiques ne peuvent plus imposer leur tutelle à l'ensemble des partis communistes. Avec elle, ils ne pourraient pas davantage, car il leur faudrait partager le pouvoir (6).

Autre contradiction, plus paralysante encore. Pour garder la haute main sur les communistes parvenus au pouvoir dans les démocraties populaires, il aurait fallu supprimer ces démocraties en tant qu'Etats autonomes, les transformer en « républiques fédérées » comme la Biélorussie et l'Ukraine, bref, faire en sorte qu'il n'y ait qu'un seul appareil d'Etat. Cela était d'ailleurs prévu de longue date, et c'est pourquoi avait été donné à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ce nom accueillant qui n'est qu'une définition et ne comporte aucune allusion à une nationalité, à un sol.

(*Suite au verso, bas de page.*)

---

(5) « *Le second moyen mis en œuvre par Staline pour tenir Tito en échec fut la fondation du Kominform en septembre 1947... En réalité, Belgrade avait été désigné comme siège du Kominform non pour honorer Tito, mais pour mettre sur pied un appareil soviétique destiné à le contrer. Des révélations ultérieures ayant prouvé que les origines du conflit entre les bolcheviks et le chef du communisme yougoslave remontaient déjà à quelques années, il est parfaitement légitime d'émettre l'hypothèse que le but du Kominform fut d'accélérer la mise au pas des pays satellites, et avant tout de résoudre le problème de Tito.* » B. Lazitch : « *Tito et la Révolution yougoslave* », 1957, p. 144.

(6) *Est & Ouest*, n° 242, 16-30 septembre 1960 : « *Le différend soviéto-chinois. Une « contradiction » sans solution à l'intérieur de la « famille socialiste ».*

Mao Tsé-toung, le Lénine d'aujourd'hui

DANS les innombrables commentaires consacrés soit à la querelle sino-soviétique, soit au conflit sino-indien, un certain nombre de mots-clés reviennent sans cesse : idéologie, nationalisme, guerre atomique, problèmes économiques, frontaliers, diplomatiques, etc., mais il est rarement fait mention d'un personnage-clé : Mao Tse-toung. On dit : les « Chinois », le « parti communiste », « Pékin » ou quelque chose d'autre.

Ce curieux phénomène s'explique en apparence par un fait simple : Mao Tse-toung se tait systématiquement sur ces deux affaires d'importance historique. Il se tait comme le faisait Staline, qui s'obstina à ne pas mentionner une seule fois en public le nom de Tito après 1948, alors qu'il obligeait les communistes du monde entier à le couvrir de boue, et qui ne fit aucune déclaration sur les procès monstres de Moscou de 1936-38, alors que, cette fois-là également, il obligeait tous les autres à en parler. Pourtant, sans Staline, ni les procès monstres ni l'affaire Tito ne pouvaient être expliqués, bien qu'à l'époque de nombreux commentateurs leur aient cherché des explications dans lesquelles Staline n'intervenait pas.

Il en est aujourd'hui de même avec Mao Tse-toung. Il se tait, mais, si l'on ne tient pas compte de son rôle, il n'est pas possible de comprendre la nature de ces deux conflits provoqués par les Chinois.

MAO, HÉRITIER THÉORIQUE DE LÉNINE

Lorsqu'on se trouve en présence d'un personnage tout-puissant — vrai démiurge de l'histoire comme Lénine l'était pour la révolution russe, Staline dans un autre sens pour la Russie soviétique et comme Mao l'est depuis des années pour la Chine — le premier impératif est de comprendre ce « héros historique ».

Or, un trait est apparu chez Mao qui, de plus en plus, domine son caractère : *il se prend pour « le Lénine d'aujourd'hui »*. Staline, en son temps, avait déjà réclamé cette appellation : « *Staline, c'est le Lénine d'aujourd'hui* », ordonnait-il à ses serviteurs d'écrire, à commencer par Henri Barbusse.

Ce « *Lénine d'aujourd'hui* », Staline ne l'est plus, non seulement pour Khrouchtchev — ce que tout le monde sait maintenant — mais aussi pour Mao Tse-toung lui-même — ce qu'on sait moins. Il suffit, pour s'en rendre compte, de se reporter à un texte d'importance certaine : *Comment être un bon communiste*, une brochure publiée en 1939, dont Liou Chao-chi, président de la République chinoise, est l'auteur et qui a été rééditée en août 1962 avec des modifications significatives.

Jusqu'au lendemain du XXe Congrès de Moscou, en 1956, le prétendu socialisme scientifique possédait quatre classiques : Marx, Engels, Lénine et Staline. Et Mao Tse-toung était le « disciple génial » qui avait appliqué cette science magique aux conditions chinoises. Après la déstalinisation, au problème déjà posé : « Qui va occuper la place devenue vacante sur le trône idéologique ? », s'en ajoutait un autre : fallait-il compter Staline parmi les « classiques » ? La réponse de Khrouchtchev est connue depuis passablement de temps : l'héritier, c'est lui, et Staline n'a plus sa place parmi les « classiques ».

La réponse de Mao, faite par l'intermédiaire de son lieutenant, est différente sur le premier point, mais identique sur le second. Staline n'est plus compté parmi les classiques du « socialisme scientifique » ; partout dans cette nouvelle édition, la formule « doctrine Marx-Engels-Lénine-Staline » est remplacée par le « marxisme-léninisme », et toutes les citations de Staline — qui étaient nombreuses — ont été chassées de cette « étude », même celles tirées du *Précis de l'Histoire du P.C. (bolchévik)*, attribué à Staline ; (toutefois, Liou Chao-chi a emprunté à Staline un autre passage qui ne figurait pas dans la première édition de sa brochure, passage qui contient un éloge illimité de Lénine). Par contre, dans cette nouvelle version, sept citations de Mao Tse-toung ont été intégrées, ce qui fait que la partie IV, consacrée à l'importance de l'étude théorique, débute par une citation du *Manifeste communiste* et continue avec, en alternance, des passages empruntés à Lénine et à Mao Tse-toung, y compris les paragraphes ajoutés sur le mouvement communiste international, où Liou Chao-chi a saisi l'occasion de parler, une fois de plus, du camarade Mao Tse-toung en rapport avec le marxisme-léninisme et le mouvement international...

Lorsque Mao Tse-toung fit dire, dans le communiqué de décembre 1958 concernant sa démission de la présidence de la République, qu'il allait consacrer plus de temps à des travaux théoriques sur le marxisme-léninisme, il ne plaisantait pas. Il avait déjà, à ce moment, commencé à imiter Lénine : la formule des « *communes populaires* » (jusqu'au nom lui-même) était empruntée à l'expérience tentée en

---

(*SUITE DE LA PAGE 3*)

Cette intégration s'est révélée impossible. L'U.R.S.S. ploierait sous le poids d'une Chine qui lui serait intégrée. Pour satisfaire l'immensité des besoins chinois ou pour essayer de le faire, Khrouchtchev serait obligé de revenir sur les concessions qu'il a consenties en matière de niveau de vie aux populations russes. Il ne manifeste aucune envie de le faire, et d'ailleurs il est sans doute trop tard pour reprendre ce qui a été donné : ce serait l'explosion.

L'intégration serait le seul moyen de faire disparaître ce facteur de discorde et de dissociation qu'est la possession d'un appareil d'Etat par plus d'un parti communiste au sein de l'Internationale, et cette intégration est impraticable.

Les marxistes de toutes les écoles se sont complus à souligner les contradictions du monde capitaliste. Le mouvement communiste international lui aussi a les siennes, et il n'est pas certain qu'il les surmonte.

Claude HARMEL.

Russie soviétique après 1918 (expérience qui devait se révéler négative, comme Mikoyan n'hésita pas à le rappeler publiquement lors de son voyage en Amérique en 1959). Or, la tentative de brûler l'étape et de passer rapidement au communisme — but de la politique des communes populaires — était similaire à la théorie de Lénine développée au sujet des républiques asiatiques arriérées, qui pouvaient passer directement du féodalisme au socialisme, en sautant l'étape du capitalisme.

Un peu plus d'une année plus tard, Mao Tse-toung se posa en défenseur de la « pureté » de la doctrine léniniste. Il choisit, pour le faire, le 90e anniversaire de la naissance de Lénine. Il critiqua implicitement la « révision » que venait de faire Khrouchtchev de la formule de Lénine sur l'inévitabilité des guerres. A la vérité, Mao Tse-toung prenait la défense de l'orthodoxie avec un peu de retard, car la révision avait été faite en 1956 — sans que les Chinois protestent — et réaffirmée en 1957 en présence de Mao Tse-toung lui-même à Moscou. Cette lenteur à s'indigner montre avec quelle facilité on manie les prétextes « idéologiques » quand on engage la lutte pour le pouvoir dans l'Internationale.

Les maîtres du Kremlin ne s'étaient d'ailleurs pas mépris sur la signification du geste : la meilleure preuve en fut qu'on fit « répondre » à Mao par Kuusinen, l'homme qui a toujours exécuté les basses besognes lorsqu'au Kremlin on décidait de faire la guerre à quelqu'un.

TACTIQUE FRACTIONNISTE A L'INSTAR DE LÉNINE

Lénine était en désaccord avec une partie de ses camarades dans le Parti social-démocrate ouvrier de Russie dès le Congrès de 1903 ; il resta pourtant dans le Parti près de dix ans, menant la lutte à l'intérieur. Il prit part au Congrès de Stockholm (1906) où les menchéviks gagnèrent la majorité au Comité central, au Congrès de Londres (1907), où la majorité (très faible) au Comité central passa entre ses mains. Ce ne fut qu'en 1912, à la Conférence de Prague, qu'il forma son Comité central exclusivement bolchévik.

De même, Lénine adopta des positions « gauchistes » à l'intérieur de l'Internationale socialiste, mais il en resta membre jusqu'en 1914 et il assistait à ses réunions. Plus tard, il appartint, durant la première guerre mondiale, à la gauche du mouvement zimmerwaldien. Il travailla sous l'égide de ce mouvement jusqu'au moment où, une fois de plus, il jugea nécessaire de rompre, quelques mois avant la prise du pouvoir, à Petrograd.

La tactique des Chinois suit d'assez près cet exemple. Ils ne se prononcent pas pour la rupture, mais tout en invoquant l'unité nécessaire du mouvement communiste international, ils tâchent d'exploiter toutes les formes du travail fractionnel. A la conférence des 81 partis, en novembre 1960, à Moscou, ils ont proposé — ou fait proposer par des éléments proches — la constitution d'un organisme dirigeant international où eux — les « bolchéviks » d'aujourd'hui — auraient pu mener la vie dure aux nouveaux « menchéviks ». Khrouchtchev et sa majorité ont écarté cette proposition.

Lors de cette rencontre, les Chinois souhaitaient qu'on décide de réunir une autre conférence internationale, dans deux ou trois ans. Mais la majorité prosoviétique ne voulut, paraît-il, fixer aucune date. L'année suivante, Tchou En-lai, après la dénonciation des Albanais par Khrouchtchev, exprima le désir de voir réunir une conférence communiste internationale, mais Khrouchtchev fit la sourde oreille. A la fin du récent Congrès de Prague, la délégation chinoise a renouvelé cette demande sans recevoir de réponse affirmative. Au même moment, Togliatti, à Rome, proposait de remplacer cette explication à l'échelle internationale par des contacts bilatéraux entre Chinois et Italiens !

Khrouchtchev et son équipe évitent ainsi l'explication générale demandée par les Chinois, mais ils montent de nouvelles provocations contre eux. Les deux plus caractéristiques sont toutes récentes :

Premièrement, Khrouchtchev a fait venir à Moscou en même temps les deux seuls présidents de P.C. nommément attaqués par Pékin : Tito et Dange, le premier étant le « traître révisionniste », le second un simple « agent de Nehru ».

Deuxièmement, dans son discours au Soviet suprême, Khrouchtchev proclame une « révision » de plus : au lieu de la thèse — adoptée par les grandes conférences internationales communistes de 1957 et 1960 — que le principal danger était le révisionnisme, Khrouchtchev décréta, de la tribune du Soviet suprême (qui n'est pas une instance du communisme mondial ni même du communisme soviétique) que « *le dogmatisme constitue le danger principal* ».

Une analogie vient inévitablement à l'esprit. A l'époque où le « révisionnisme » était le danger principal après la conférence de novembre 1957, Moscou avait interdit tout contact des partis frères avec la Ligue des communistes yougoslaves, attaquée, à des degrés différents, par la presque totalité de la presse communiste. Le danger principal étant désormais le « dogmatisme », les Chinois seront-ils à leur tour mis en quarantaine ? Evitera-t-on, par exemple, de les inviter aux prochains congrès communistes ? On le saura bientôt, puisque celui du S.E.D. (Allemagne orientale) doit avoir lieu au milieu de janvier 1963.

L'EXPANSION DU COMMUNISME EN INDE, SELON LES PRÉVISIONS DE LÉNINE

Dans un de ses derniers articles, publié le 4 mars 1923, sous le titre « *Mieux vaut moins, mais mieux* », Lénine envisageait les chances de la victoire communiste à l'échelle internationale et formulait la prédiction fameuse : « *L'issue finale de la lutte dépendra, en fin de compte, du simple fait que la Russie, l'Inde, la Chine, etc., constituent l'immense majorité de la population de la Terre. Or, cette majorité est précisément entraînée, ces dernières années, avec une rapidité extraordinaire, à la lutte pour sa libération et il ne peut y avoir l'ombre d'un doute sur la nature de l'issue définitive de cette lutte mondiale. C'est pourquoi la victoire définitive du socialisme est assurée et acquise d'avance.* »

Lorsque Lénine écrivait cela, seule la Russie avait un régime « socialiste ». Depuis lors, la Chine est devenue « socialiste » à son tour. Il ne manque désormais que l'Inde...

Que Mao Tse-toung voit dans l'actuel conflit sino-indien beaucoup plus qu'un simple litige autour de frontières difficiles à tracer et de régions à peine peuplées, la preuve s'en trouve à la fois dans le

choix de sa victime et dans sa manière d'agir contre elle.

Il s'est bien gardé de diriger ses troupes contre des territoires dont l'attaque pourrait provoquer une complication internationale, faire surgir les *« tigres de papier »*. Non seulement les Chinois laissent tranquilles les deux seules possessions de type colonial classique qui subsistent en Asie, Macao et Hong-Kong — comme Khrouchtchev a eu la délicatesse de le rappeler — mais ce qui est tout aussi significatif, ils n'ont pas engagé d'opérations militaires en direction des régions dans lesquelles ils risqueraient de voir intervenir les Américains : la Corée du Sud, les détroits de Formose, le Laos, le Viet-Nam Sud, sans parler des pays membres de l'O.T.A.S.E.

D'autre part, la méthode employée contre l'Inde relève de ce principe léniniste : isoler l'adversaire avant de l'attaquer. Pour isoler l'Inde, Mao Tse-toung n'a pas hésité à conclure des accords sur les frontières avec deux pays neutralistes, le Népal et la Birmanie, et aussi avec le Pakistan, lié aux « impérialistes ». Or, les mêmes frontières qu'il a reconnues à ces trois pays, il les refuse à l'Inde !

Le *Quotidien du Peuple* disait, dans l'article très important signé par le comité de rédaction et publié le 27 octobre (dont nous avons reproduit des extraits dans notre numéro du 1/15 décembre 1962 à propos de l'attitude de l'Inde) :

« Il existe une analogie entre la situation présente des rapports sino-indiens et les rapports sino-soviétiques d'il y a trente ans. »

Traduite en termes clairs, cette analogie se présente de la manière suivante : il y a trente ans, la Russie communiste se trouvait aux frontières de la Chine nationaliste, de même qu'aujourd'hui la Chine communiste se trouve aux confins de l'Inde nationaliste. Il y a trente ans (ou un peu plus), la Russie communiste s'employait à aider la révolution chinoise par divers moyens : elle lui envoyait des instructeurs, de l'argent, du matériel de guerre ; elle exerçait en sa faveur des pressions diplomatiques ou militaires ; elle fondait la République mongole, etc. La Chine doit procéder de manière analogue, actuellement, à l'égard de l'Inde, devenue « le maillon le plus faible » dans la chaîne asiatique.

Il ne s'agit nullement de faire la guerre à l'Inde au sens classique du terme, de même que la Russie soviétique n'a pas fait autrefois une guerre de ce genre à la Chine nationaliste. Il s'agit simplement de faire la « guerre révolutionnaire », d'aider à « pourrir » la situation de l'Inde nationaliste, d'user le président Nehru politiquement et moralement, de préparer l'action révolutionnaire des communistes indiens. d'aggraver les contradictions ethniques, sociales, religieuses en Inde. C'est précisément la phase actuelle.

Les Chinois se servent de la question frontalière (depuis 1957) et forment une fraction à l'intérieur du P.C. indien. La fraction prochinoise ne compte qu'un tiers des cadres du P.C. indien, mais cela n'inquiète pas trop Mao : sa fraction était encore moindre au début de son action dans le Comité central du P.C. chinois. L'opération combinée de l'Etat soviétique et des communistes chinois a duré près de quinze ans avant que les communistes chinois aient pu voler de leurs propres ailes et conquérir plus tard le pouvoir. L'opération de la Chine communiste et des éléments prochinois dans le P.C. de l'Inde vient seulement de commencer ; ils ont donc du temps devant eux. Le démarrage ne doit pas leur paraître mauvais et si, dans l'étape ultérieure, ils réussissent à constituer, près des frontières chinoises, mais sur le territoire de l'Inde, un « Yennan indien », la révolution indienne entrera, à partir de ce moment, dans une phase offensive.

Il y a deux chefs étrangers dont Mao convoite la position : Khrouchtchev, qui s'est arrogé le rôle de leader du mouvement communiste international et de détenteur de la vérité marxiste-léniniste, et Nehru, qui a fait figure de chef du monde asiatique. L'un et l'autre ne peuvent être que gênés par l'opération à long terme anti-indienne des Chinois. Par son attitude hésitante en face du conflit sino-indien — qui, comme le rappelle le *Quotidien du Peuple,* revêt un « caractère de classe » et devrait voir jouer en faveur de la Chine l'appui de tous les communistes au nom de l'internationalisme prolétarien — Khrouchtchev s'enfonce dans le « révisionnisme » et perd de son autorité en tant que chef de l'Internationale. La révélation des faiblesses de Nehru et la nécessité où il est de demander leur aide aux « impérialistes » occidentaux — devenant ainsi « objectivement » l'allié de l'impérialisme occidental — lui enlèvent son autorité morale en tant que chef spirituel des « non-engagés ». Ceux-ci sont désormais avertis que le neutralisme dit positif n'est pas une politique à long terme et qu'il leur faudra choisir un jour.

Mao, de son côté, administre une preuve supplémentaire de la justesse de la théorie développée depuis Marx selon laquelle la violence est l'accoucheuse des nouvelles sociétés, théorie défendue également par Lénine et formulée à la manière simpliste par Mao quand il disait que « la puissance augmente avec le canon du fusil ».

Si les Chinois ont bien posé le problème indien dans cette perspective historique, certaines erreurs qui, dans l'immédiat, paraissent graves, perdent beaucoup de leur importance.

L'agression chinoise a eu pour résultat de placer le P.C. indien et Krishna Menon dans une position délicate ; elle les a forcés à prendre ouvertement une position antichinoise. Dans la perspective historique, ce n'est là qu'une péripétie dont l'expérience a enseigné à Mao qu'elles n'ont pas d'importance.

De plus, au cas où l'Inde serait entraînée dans ce processus révolutionnaire, la candidature chinoise à la direction du communisme international recevrait un appui décisif. Les Soviétiques risqueraient de perdre effectivement le rôle directeur, au moins sur les trois continents où la révolution communiste a des chances de réussir : en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Car — pour finir sur une autre prophétie de Lénine — c'est lui-même qui écrivait, au lendemain de la fondation de l'Internationale communiste, en 1919 :

« Pour un temps — très court, cela va de soi — l'hégémonie dans le mouvement prolétarien international passe aux Russes, comme elle appartint à diverses époques du XIXe siècle aux Anglais, aux Français, puis aux Allemands... »

Mao ne considère-t-il pas que ce temps « très court » devrait expirer le plus tôt possible, quitte à brusquer les choses dans ce sens ?

Branko LAZITCH.

Le XIIe Congrès du Parti communiste tchécoslovaque

BEAUCOUP d'observateurs occidentaux s'imaginaient que le XIIe Congrès du Parti communiste tchécoslovaque allait apporter quelques nouveautés d'importance, à l'instar de ce qui s'est passé aux congrès du P.C. bulgare et du P.C. hongrois. Ils s'imaginaient en particulier que la vérité allait être dite officiellement sur les procès politiques des années 1950, et, qu'en particulier, on allait révéler les dessous de la fameuse affaire Slansky (le secrétaire général du Parti exécuté en 1952). On comptait également sur des réformes dans la gestion des entreprises nationales et de l'agriculture collectivisée, qu'une crise chronique du ravitaillement rend nécessaires. Pour finir, on espérait que la libéralisation de la vie culturelle et intellectuelle qui avait fait tant de progrès dans les pays voisins, la Hongrie et la Pologne, serait relancée en Tchécoslovaquie, après un arrêt brusque, il y a six ans.

C'était méconnaître la vraie nature du présent régime que de s'attendre à des changements radicaux à la suite du XIIe Congrès du P.C.

En réalité, ses organisateurs n'avaient à l'esprit rien de semblable, plutôt le contraire. La décision de convoquer le Congrès a été prise lors de la session du Comité central, les 17 et 18 novembre 1961. Elle fut l'expression de l'embarras que le XXIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et la deuxième vague de la déstalinisation avaient provoqué dans les milieux dirigeants. En fixant une date assez lointaine — au début, le congrès avait été fixé au mois d'octobre 1962 mais il fut reporté encore deux fois — M. Novotny et son groupe voulaient gagner du temps, attendre que les choses « se tassent ». Ce long délai n'aura servi à rien, puisque le XIIe Congrès a été tenu, en fin de compte, presque à l'apogée du conflit sino-soviétique, dans une situation internationale difficile, plus difficile que celle de l'automne 1961. Toutefois, l'équipe au pouvoir a su, même dans ces conditions délicates, se tirer d'affaire avec le minimum de dégâts.

La teneur du congrès s'annonçait assez clairement dans deux documents de base que le Parti avait publiés quelques mois plus tôt : le programme du P.C.T. intitulé « *Sur les perspectives de la prochaine évolution de notre société socialiste* » et le projet de nouveaux statuts du P.C.T.

Une lecture attentive du projet de statuts du Parti montrait qu'il y avait peu d'espoir de voir changer la ligne stalinienne. Un détail suffit : là où les statuts du Parti communiste de l'Union soviétique admettent une convocation d'un congrès extraordinaire même contre la volonté du Comité central, à la condition qu'un nombre minimum de membres le désire, le projet de statuts du Parti tchécoslovaque ne connaît rien de semblable, bien qu'il soit, pour le reste, une copie très fidèle de son modèle soviétique. Les staliniens tchécoslovaques ont gardé le souvenir désagréable du printemps 1956, quand les fédérations de base exigèrent un congrès extraordinaire où les dirigeants rendraient compte des faits et méfaits de l'époque stalinienne. Le paragraphe qui peut être inoffensif dans les conditions soviétiques pourrait devenir dangereux dans les conditions tchécoslovaques. C'est en excluant de tels risques que les leaders du P.C. tchécoslovaque entendent appliquer le principe de la « voie nationale vers le socialisme ».

Il convient aussi de noter que l'ordre du jour n'a été communiqué aux participants qu'au début du congrès et qu'aucune modification de celui-ci n'a même été discutée.

Les dirigeants n'ont point caché leurs intentions

Les résultats du Congrès du Parti communiste slovaque (groupe autonome régional au sein du P.C.T.), tenu du 23 au 25 novembre cette année, ne permettaient pas dêtre optimiste. Il était fort significatif de voir des staliniens obstinés, tel Karol Bacilek, un des aides les plus fidèles du feu président Gottwald, auteur d'un livre exaltant les procès politiques communistes, figurer en tête de la liste du nouveau Comité central du Parti slovaque. Toutefois, on continuait à croire que le congrès du Parti communiste tchécoslovaque pourrait choisir un cours différent. Les événements ont montré qu'une telle possibilité n'existait pas.

A la veille du congrès, un avertissement fort net avait été adressé à ceux qui se berçaient d'illusions. Dans les émissions de Radio-Prague pour l'étranger, le 30 novembre, le commentateur souligna que « *si la Tchécoslovaquie, d'une part, allait s'instruire des expériences des congrès des Partis bulgare et hongrois, les temps, d'autre part, étaient passés pour toujours où les expériences d'un pays socialiste étaient adoptées automatiquement par tous les autres* ». Il fallait, poursuivit le commentateur, tenir compte des conditions et des traditions caractéristiques de chaque nation. Les dirigeants du P.C.T., c'était clair, ne préparaient aucun congrès sensationnel.

Déstalinisation de la justice : match nul

Le désir de voir réviser les procès politiques de l'époque stalinienne avait été probablement très fort dans la masse des membres

du Parti, car le premier secrétaire, Novotny, est revenu sur la question dès son discours à l'ouverture du congrès, le 4 décembre. Il promit qu'une commission spéciale se chargerait de l'examen de tous les procès de ce genre qui avaient eu lieu entre 1949 et 1954.

Ce n'est pas la première fois que les dirigeants tchécoslovaques promettent l'examen d'un chapitre des plus macabres de l'histoire du P.C.T. En 1954 déjà, on établit une commission qui devait faire la lumière sur les procès tenus entre 1948 et 1952. La date limite de 1952 était assez curieuse. mais s'explique si l'on se souvient qu'en 1954 eurent encore lieu trois procès monstres qui n'étaient que la suite des grands procès antérieurs. La commission ne pouvait pas mettre en cause des procès qui dataient de l'année même ou qui n'étaient pas encore terminés. L'élargissement de l'examen aux années 1953 et 1954 constituerait un net progrès, d'autant plus qu'aucun procès important n'a eu lieu après 1954. Cependant, il est permis d'avoir des doutes sur la portée de cette décision, et cela pour deux motifs.

Tout d'abord, l'expérience de la première commission, constituée par les mêmes leaders, est très décourageante. La commission, après avoir siégé, à huis clos, pendant plusieurs années, a déclaré enfin qu'« *il n'existait aucune raison de réviser les procès car tous les accusés avaient été condamnés à juste titre* ». Seule l'accusation de « titisme » a été annulée globalement pour tous les cas, ce qui ne changea rien, puisque les accusés, aux yeux de la commission, avaient commis « *d'autres crimes, assez graves pour mériter un châtiment sévère* ». D'ailleurs l'idéologue du Parti, le collaborateur le plus proche de Novotny, Jiri Hendrych, à la deuxième journée du Congrès, a rejeté la responsabilité des « *erreurs de l'époque du culte de la personnalité* » sur l'ancien président du Parti, Klement Gottwald, et a conclu ainsi : « *De ce point de vue, il n'y a rien à changer au sujet de la culpabilité de Rudolph Slansky et autres!* »

Autre motif pour se méfier de cette enquête, le délai très court (quatre mois) imposé à la commission pour mener à bien son travail. Il a été officiellement reconnu qu'il existe, en Tchécoslovaquie, plus de 16.000 cas d'accusations et de condamnations pour des motifs politiques entre 1949 et 1954.

Rudolf Barak, bouc émissaire

Les observateurs occidentaux avaient attendu avec un grand intérêt ce que le XIIe Congrès du P.C.T. aurait à dire au sujet de la récente affaire de Rudolf Barak, ancien ministre de l'Intérieur, condamné en avril 1962 à quinze ans de réclusion pour avoir « détourné des fonds d'Etat ». En réalité, les méfaits reprochés à Barak n'étaient qu'un prétexte dont se servit la direction du Parti pour se débarrasser d'un rival jouissant d'une certaine popularité et, de ce fait, dangereux. Novotny a parlé de l'affaire au congrès. Il resta fermement sur ses positions : Barak ne mérite aucune clémence. Lubomir Strougal, qui a succédé à R. Barak dans la fonction de ministre de l'Intérieur, répéta toutes les anciennes accusations contre Barak, mais il en ajouta d'autres : Barak, membre de la première commission pour l'examen des procès politiques, « *avait supprimé des informations importantes concernant ces procès* » et, de ce fait, causé l'échec des travaux de la commission.

Deux choses sont à noter : les dirigeants du Parti ont ainsi changé, pour la quatrième fois, leur interprétation des crimes commis par Rudolf Barak. Après son arrestation, Barak avait été accusé de s'être rendu coupable « *de graves infractions à la légalité socialiste* ». Plus tard, Novotny l'appela « *un aventurier politique cherchant à saisir le pouvoir* ». Lors de son jugement devant un tribunal militaire à huis clos, Barak était présenté au public comme un malfaiteur et escroc, donc un criminel de droit commun. Maintenant il réapparaît dans le rôle d'un accusé politique. Deuxième fait : Barak est chargé de la responsabilité qui incombe à l'ensemble de l'équipe dirigeante pour le sabotage de la révision des procès. Une fois de plus, Novotny a choisi de tourner le courant de la déstalinisation contre une victime du régime stalinien.

Sur le plan de l'économie : un pas en arrière

Il n'y a, non plus, rien de nouveau dans les méthodes par lesquelles les dirigeants actuels du P.C.T. entendent remédier aux difficultés sérieuses de l'économie tchécoslovaque. Au contraire : au moment où des idées assez peu orthodoxes — telle celle du profit comme force motrice de la production, avancée par le professeur Libermann — sont formulées en U.R.S.S., les communistes tchécoslovaques ne voient pas d'autre moyen pour améliorer l'état lamentable de la production et de la distribution qu'« *un approfondissement et un perfectionnement du contrôle par les organes centraux, dans le sens du centralisme démocratique* ».

Le Parti s'avance donc encore plus loin sur le chemin qu'il avait emprunté dès le remaniement gouvernemental et dès la réorganisation de l'appareil administratif, en juin 1961. A cette date furent créés deux organes spéciaux de contrôle, ayant rang de ministère. *L'Office central de contrôle et de statistique* et la *Commission gouvernementale pour les questions des comités nationaux* (organes administratifs locaux correspondant aux mairies et préfectures françaises). L'intention était de supprimer la liberté d'action des pouvoirs locaux. Comme prétexte, on se servit des difficultés économiques qui s'annonçaient et dont la responsabilité devait être mise sur le dos des comités nationaux. Depuis 1961, pourtant, la crise de production et de ravitaillement s'est encore accentuée, mais Novotny et ses aides

tiennent toujours aux méthodes du « centralisme démocratique ».

Siroky appuya Novotny et ajouta qu'une direction centrale plus forte ne serait possible que si « *les membres que le Parti avait chargés des fonctions importantes dans l'Etat et dans l'économie prenaient plus de responsabilités que jusqu'ici et s'ils approchaient tous les problèmes avec un esprit de parti* ». Un des orateurs, secrétaire régional du Parti pour la Moravie du Sud, est allé jusqu'à demander que la gestion de l'agriculture soit confiée à un organisme spécial qu'on créerait auprès du Comité central.

Si, dans le domaine judiciaire et celui de la « légalité socialiste », les choses restent à peu près dans l'état antérieur, on peut dire que, en économie, le Parti a fait un net pas en arrière; sur ce plan, le stalinisme a remporté, en Tchécoslovaquie, un nouveau succès.

Silence sur le front intellectuel

Dans le domaine spirituel, le bilan du XIIe Congrès est également maigre. Bien que tous les leaders se sont reconnus formellement coupables « *d'avoir plus ou moins contribué au culte de la personnalité* », personne n'a voulu en tirer des conséquences.

Les orateurs ont peu parlé de la vie intellectuelle et artistique. Seul Novotny a admis ouvertement que le Parti ne pense pas grand-chose de bon de la libéralisation de la vie culturelle parce que « *des idées hostiles au communisme pourraient ainsi se répandre* ».

Les espoirs que certains observateurs avaient entretenus au sujet d'une possible déstalinisation de la culture se fondaient sur quelques épisodes qui avaient précédé le XIIe Congrès, notamment la publication en version tchèque du fameux poème du poète russe Evtouchenko contre Staline mort et contre les staliniens vivants. Toutefois, à en juger par le congrès, les dirigeants n'avaient pas du tout l'intention de pousser plus avant la libéralisation de la culture. Notons, pourtant, que les staliniens sont restés, en ce qui concerne l'art, sur la défensive. Les déclarations officielles habituelles proclamant que le « réalisme socialiste » est seul compatible avec le communisme, ont, cette fois, fait défaut. Aussi peut-on croire que le dégel spirituel et idéologique qui, en dépit de tout et par des étapes insensibles, a réalisé un progrès par rapport à la situation lors du XIe Congrès en 1958 ne sera pas trop gêné par des mesures « administratives ».

Pas d'idées nouvelles, pas d'hommes nouveaux

L'immobilisme marque également la composition des nouveaux organes dirigeants. On y retrouve tous les membres de l'époque de Novotny, pour la plupart staliniens notoires. Ainsi, dans le Politburo, il n'y a que deux nouveaux visages sur neuf : Drahomir Kolder et Jozef Lenard, l'un Tchèque, l'autre Slovaque. Tous deux viennent des rangs des fonctionnaires régionaux de l'appareil du Parti qui ont toujours été l'appui le plus puissant de Novotny. Dans le secrétariat du Parti, il n'y a qu'un seul nouveau sur six : Kolder, dont nous venons de parler.

Vratislav Krutina, ministre de l'Agriculture, a été écarté du secrétariat à cause sans doute des mauvais résultats obtenus dans le secteur dont il a la responsabilité. Au Comité central, notons un limogeage : celui de Michal Bakula, membre du Comité depuis longtemps et collaborateur de Rudolf Barak, avec qui il avait dirigé les travaux de la première commission pour l'examen des procès politiques. En excluant Bakula du Comité central, le groupe au pouvoir a donné une expression concrète à l'assurance donnée par un des six secrétaires, Vladimir Koucky, à savoir que « *le Parti veillera à ce que le nouveau Comité central ne soit pas trompé par Barak ni par les gens liés à lui ou similaires à lui* ».

Bilan de la politique intérieure

Le 7 décembre, les émissions en langue anglaise de Radio-Prague pour l'Afrique ont affirmé que « *tout observateur qui, après les changements radicaux, annoncés au cours du Congrès du Parti communiste bulgare ou en Hongrie, croyait possible que quelque chose de semblable arrive aussi en Tchécoslovaquie, commettait une erreur* ». La remarque mérite qu'on s'y arrête.

Beaucoup d'observateurs occidentaux, fidèles sans le savoir à des idées conçues à l'époque du stalinisme, s'attendent à des réactions uniformes dans tous le glacis, chaque fois que le Kremlin s'engage dans une nouvelle voie. Il est paradoxal, mais il est néanmoins vrai que ceux qui furent déçus par l'absence de changements en Tchécoslovaquie à la suite du XIIe Congrès du Parti communiste étaient précisément ceux qui ignorent les changements importants, survenus dans les rapports entre Moscou et ses satellites depuis la mort de Staline.

Rapports internationaux : côté dramatique du Congrès

Le XIIe Congrès du P.C.T. n'était donc qu'un spectacle familier, mis en scène suivant les recettes staliniennes bien connues. Son seul intérêt vient de ce qu'il a coïncidé avec la dramatisation du conflit sino-soviétique. On peut même dire que la dispute entre Moscou et Pékin a atteint, à Prague, un nouveau stade.

Déjà les formalités d'ouverture du congrès ont été assez révélatrices. En saluant les délégations étrangères, Antonin Novotny a cité la Chine communiste à la septième place seulement, ce qui ne peut s'expliquer par l'ordre alphabétique en tchèque ni en russe ni en

anglais. La délégation albanaise, bien entendu, était absente, et le premier secrétaire ne l'a pas mentionnée bien qu'il saluât également les partis absents. Le Parti communiste indien n'avait pu envoyer de délégation : Novotny souligna qu'il « *travaillait dans une situation politique compliquée* » et que les camarades indiens jouissaient de toutes les sympathies du Congrès.

Les choses n'en sont pas restées là. Dans son discours d'ouverture, Novotny attaqua très violemment les Albanais et « *ceux qui leur prêtent l'oreille ou même les soutiennent dans leurs attaques contre l'unité du mouvement communiste* ». Mais il ne désigna pas les Chinois par leur nom.

Le lendemain, le délégué chinois, Wou Siou-tchouan prit la parole, défendit l'Albanie, critiqua Novotny pour l'opinion qu'il avait exprimé, bref, parla exactement de la même façon que les représentants de la Chine au congrès bulgare, hongrois ou italien. Son intervention fit tomber toutes les réserves. Tour à tour, les orateurs tchécoslovaques se jetèrent sur la Chine. L'Albanie céda la première place. On n'attaquait plus la Chine communiste seulement à cause de l'appui donné aux Albanais, mais directement pour sa position idéologique sur la paix, la guerre et la coexistence pacifique.

Frantisek Zupka, membre du Comité central du P.C.T., et président du congrès, répondit aussitôt à Tchou. Il rejeta en bloc ses propos. « *Nous devons assurer le Parti communiste chinois* », dit Zupka, « *que nous resterons toujours sur les positions de l'internationalisme prolétarien et que nous n'abandonnerons jamais la lutte pour la paix.* » Le plus violent fut Vladimir Koucky. Il déclara que le P.C.T. « *rejetait énergiquement l'accusation du délégué chinois selon qui le congrès compromettait l'unité internationale des prolétaires* ». C'était le Parti communiste chinois qui violait cette unité. Quant aux dirigeants albanais, Koucky les compara à Hitler et à Goebbels.

La « discussion » avec le délégué chinois prit des dimensions inaccoutumées, car la direction du P.C.T. mobilisa des représentants de tous les secteurs de la vie publique pour soutenir sa position : des membres de l'Académie, des écrivains, des travailleurs agricoles, des ouvriers dans les usines. Ce fut une véritable campagne comparable aux actions de masse organisées, par exemple, lors de la mort de Patrice Lumumba ou, très récemment, lors de la crise cubaine.

Une lettre « mystérieuse »

Novotny, dans son discours de clôture, revint longuement sur les affaires albanaise et chinoise. Il affirma que « *les leaders albanais s'éloignaient de plus en plus du camp socialiste et prenaient position en dehors du mouvement communiste* ». « *Le Parti communiste tchécoslovaque* », poursuivit-il, « *ne peut accepter ni la conduite des leaders albanais ni le soutien que leur prête le Parti communiste chinois.* » Il demanda aux Chinois de « *reconsidérer leurs points de vue sur des questions internationales importantes à la lumière des déclarations de Moscou de* 1957 *et de* 1960 ». Pour finir, il rejeta, au nom du congrès, le contenu de la lettre que le Parti communiste chinois avait envoyée à tous les représentants des partis frères.

Cette « lettre chinoise » a fait sensation non seulement au congrès même, mais dans le monde. Elle fut tenue assez longtemps secrète; c'est l'agence de presse hongroise de Budapest qui en parla la première, avant le service d'information du congrès et avant la *Ceteka* (Agence tchécoslovaque de presse). Du texte de la lettre, seuls sont connus les quelques passages publiés par l'*Unità*. Les communistes chinois y protestent contre la manière dont le congrès de Prague a traité les partis frères albanais et chinois et proposent une réunion de tous les partis communistes du monde pour discuter les désaccords existants.

Parmi les délégations étrangères présentes au congrès, les Chinois n'ont trouvé d'assistance que chez les Nord-Coréens. Le délégué de la Corée du Nord défendit le Parti communiste chinois contre « *des blâmes unilatéraux, dépourvus d'esprit de camaraderie* ». Ces attaques contre la Chine, dit-il, portent beaucoup préjudice à l'unité du communisme. Tous les autres invités ou bien ont soutenu la position tchécoslovaque ou bien se sont abstenus de prendre position. Notons que l'orateur roumain, Emile Bodnaras, vice-président du Conseil et membre du Politburo, a condamné les Albanais, mais n'a pas mentionné les Chinois.

Suite remarquable du Congrès, la *Pravda* a publié en entier le discours de clôture de Novotny et a ainsi désigné, pour la première fois, l'adversaire par son vrai nom.

Les communistes tchécoslovaques ont donc montré beaucoup de zèle dans la bataille et ont parfois dépassé, dans leurs critiques de l'Albanie et de la Chine, la véhémence de leurs camarades bulgares, hongrois ou même italiens. Cela n'est point en contradiction avec l'esprit stalinien dont s'inspire l'équipe au pouvoir. Au contraire, le dogmatisme rigide dans la politique intérieure et l'antidogmatisme verbal sur le plan des relations internationales ne sont que deux côtés de la même médaille. Pour pouvoir maintenir, au cœur du bloc satellite, une « réserve » stalinienne, les leaders tchécoslovaques ont besoin, plus que jamais, de la bienveillance du Kremlin. Ils sont donc obligés de montrer d'autant plus de fidélité à Khrouchtchev dans les rapports entre parti qu'ils hésitent à suivre son exemple sur le plan tchécoslovaque. Cette politique est fort compliquée et l'équilibre, ainsi obtenu, extrêmement précaire, mais, jusqu'à présent, Novotny et son groupe ont réussi à maintenir dans son originalité cette voie tchécoslovaque.

ZUDA.

Le Xe Congrès du Parti communiste italien

Le Xe Congrès du Parti communiste italien, qui s'est tenu à Rome du 2 à 8 décembre, a dû aux circonstances un certain éclat. Il est apparu comme un épisode de la crise qui secoue aujourd'hui le mouvement communiste international et ce sont les propos qui y ont été tenus sur le Parti du travail albanais et le Parti communiste de Chine qui ont éveillé l'intérêt et retenu l'attention des observateurs internationaux.

Cet éclat emprunté risque de cacher des faits dont l'importance n'est pas négligeable, d'abord une espèce de raccommodement entre le Parti communiste d'Italie et celui de France, ensuite les tentatives que font les dirigeants du P.C.I. pour garder ou faire revenir sous leur influence le Parti socialiste italien.

Il a aussi caché, cet éclat d'emprunt, un fait dont on ne se doute guère et qui, pourtant, s'étale aux yeux dès qu'on étudie la plume à la main les débats du congrès. Une opinion solidement établie veut que le Parti communiste italien soit fort supérieur aux autres par la qualité intellectuelle, et l'on attribue volontiers le mérite de cette supériorité à son secrétaire général. On conviendra sans peine que la culture et l'intelligence de Togliatti sont fort au-dessus de celles de Thorez. Cela dit, force est bien d'écrire que le « *rapport kilométrique* » de Togliatti à la première séance du congrès apparaît comme une suite de lieux communs communistes déjà lus ou entendus cent fois en toutes sortes de langues et qu'il est en définitive absolument pareil dans les idées, la composition, le vocabulaire, à ceux que le secrétaire général du P.C.F. prononce dans des circonstances analogues.

Il se peut qu'en tant qu'homme privé Togliatti soit supérieur à son camarade français. Parlant en tant que secrétaire général du Parti à la tribune d'un congrès, ils sont tous les deux exactement interchangeables, comme s'ils avaient été coulés dans le même moule.

Or, l'impression défavorable qu'on retire du discours introductif de Togliatti se maintient, se renforce même quand on poursuit l'étude des débats du congrès. Il n'y a rien là-dedans de neuf — pas même dans la forme — ni de fort. A quel degré de décadence faut-il donc que soit parvenue l'*intelligentzia* occidentale pour qu'il y ait, en Italie comme en France, en Italie plus encore qu'en France, tant d'intellectuels pour attendre un enrichissement ou un renouvellement de la culture de toutes ces vieilleries, de tous ces mensonges, de cette idéologie qui déjà rendait bien mal compte du monde pour lequel elle fut faite, celui d'il y a cent ans!

LE P.C.I. ET LA CRISE DE L'INTERNATIONALE

a) L'autocritique de Togliatti

Le Xe Congrès a placé le Parti communiste italien à la pointe du combat contre les thèses défendues dans l'Internationale par les communistes chinois : la responsabilité en incombe largement aux Chinois eux-mêmes, qui avaient chargé le chef de leur délégation, Chao Yi-ming, membre suppléant du Comité central et chef adjoint de la section étrangère du Comité central, de prononcer une allocution qualifiée, dans *L'Unita*, de « *Salut polémique* ». Mais avant même que Chao n'ait parlé, Togliatti avait déjà pris position, en des termes dont il faut relever certains, car ils comportent une « autocritique ».

Il s'est excusé, en effet, des hésitations et des doutes qu'il manifesta en 1956, lorsque fut divulgué le « rapport Khrouchtchev » sur les crimes de Staline.

« *Nous voulons charger le camarade Koslov* — a-t-il déclaré — *de dire aux dirigeants soviétiques que, s'il est vrai que dans les rangs de notre Parti et du mouvement ouvrier italien la nécessaire, l'indispensable destruction du mythe mensonger et antimarxiste de Staline a suscité de douloureuses réactions sentimentales et de larges débats, cela est arrivé parce que les liens de notre mouvement avec le premier Parti qui a fait la révolution et construit une société socialiste ont toujours été et restent particulièrement étroits, substantiels, vitaux. S'il est aujourd'hui des militants ouvriers qui comprennent pleinement la valeur des décisions du XXe et du XXIIe Congrès et qui approuvent entièrement l'importance énorme, décisive pour le sort de la révolution de l'œuvre de rénovation poursuivie par le C.C. du P.C.U.S. sur l'initiative et sous la direction du camarade Khrouchtchev, aux premiers rangs de ceux-ci se trouvent les communistes italiens.* »

Tels sont aujourd'hui les propos de l'homme qui, en 1956, écrivait qu'en critiquant Staline, les dirigeants soviétiques avaient perdu « *un peu de leur prestige* ».

A la même époque, Togliatti avait ressorti sa vieille idée du « polycentrisme », en vertu de laquelle il aurait pu exister plusieurs centres au mouvement communiste international. Il l'a condamnée depuis. Il l'a condamnée à nouveau dans son rapport au congrès, en rejetant la proposition (dont on sait qu'elle émane des Chinois) qui vise à reconstituer un « appareil de direction » pour l'Internationale.

« *L'extension du mouvement et la diversité des conditions dans lesquelles s'accomplit la*

marche vers le socialisme imposent une articulation fondée non sur la centralisation, non sur l'existence d'impossibles centres internationaux ou régionaux, *mais sur l'autonomie de décision de chaque parti.* »

De ces « centres régionaux », Togliatti lui-même avait suggéré l'idée. Il se renie sans vergogne.

C'est là une attitude qu'on apprécie toujours à Moscou — du temps de Khrouchtchev comme du temps de Staline — et Togliatti a eu sa récompense : malgré son âge, son état de santé, les critiques dont il a été l'objet, il a conservé tous ses pouvoirs à la tête du P.C.I., alors qu'il était permis de prévoir son élévation à quelque fonction honorifique qui lui aurait enlevé l'essentiel de la direction des affaires.

b) La polémique avec les Chinois

La polémique avec « les camarades chinois » a porté sur cinq points principaux.

Premier point, on s'y attendait : *la coexistence pacifique.* Aucun argument nouveau n'a été avancé de part et d'autre. Le seul fait notable est la place donnée à la lutte pour la coexistence pacifique dans le programme d'action du P.C.I. : la résolution finale la fait passer avant tout le reste. Elle est, y lit-on, « *l'axe autour duquel tourne toute la stratégie du mouvement communiste* ». Les « camarades chinois » auraient été fondés à dire qu'on tourne le dos au marxisme-léninisme en faisant ainsi passer le souci de la paix avant celui de la révolution. Ils l'auraient été d'autant plus que Togliatti avait commencé par dire que le thème principal du congrès serait la marche au socialisme en Italie. Serait-ce par la « coexistence pacifique » qu'il prétend y atteindre?

Il est vrai que, reprenant à son compte la formule soviétique, il a déclaré que la lutte pour la coexistence pacifique était « *un aspect essentiel de la lutte des classes dans le moment présent à l'échelle internationale et dans chaque pays* » et qu'il a évoqué, comme exemple de coexistence pacifique, la solution qui vient d'intervenir au Laos, laquelle effectivement constitue une victoire pour les communistes.

Deuxième point : la *tactique adoptée par le P.C.I. pour marcher au pouvoir.*

Chao Yi-ming a rappelé que les communistes chinois étaient arrivés par la guerre civile, une guerre qu'ils n'avaient pas cherchée (*sic*), mais qu'ils n'avaient pas refusée, parce qu'ils avaient adopté, non la ligne opportuniste, mais la ligne révolutionnaire. Et il a dit le désaccord des Chinois sur ce que les Italiens appellent les « réformes de structure ».

On lui a opposé les déclarations de 1957 et de 1960 qui furent approuvées par le P.C. chinois, et qui reconnaissent la possibilité d'aller au socialisme par d'autres voies que la guerre civile et affirment la nécessité d'adapter les méthodes d'action aux conditions particulières de chaque pays.

Troisième point : *l'attitude à l'égard du Parti du travail albanais.*

Chao Yi-ming a dit son « chagrin » de voir attaquer au congrès « *unilatéralement et injustement* » un parti marxiste-léniniste, un pays socialiste, et Togliatti, en effet, n'avait pas ménagé « *les dirigeants albanais* », leur reprochant, entre autres, d'avoir diffusé récemment une brochure dans laquelle ils comparaient « *la politique soviétique dans la crise des Caraïbes à la capitulation devant Hitler à la conférence de Munich* ».

Le secrétaire général du P.C.I. répliqua que c'était les Albanais qui avaient commencé et que leurs façons de faire étaient inacceptables.

« *Nous pouvons donner au camarade qui représente le Parti communiste chinois une série de brochures qui viennent d'être diffusées dans nos sections par les soins et aux frais du Parti albanais du travail. Eh bien! nous trouvons dans ce matériel, pour ce qui concerne notre Parti, le même style, les mêmes façons de s'exprimer que dans le matériel envoyé dans nos sections par les centres de désagrégation du mouvement communiste financés par les groupes dirigeants de la bourgeoisie.* »

Quatrième point : le jugement porté sur l'*Union des communistes yougoslaves.*

Chao Yi-ming a affirmé que « *la ligne révisionniste suivie par la clique de Tito avait fait perdre au peuple yougoslave les conquêtes socialistes et conduit à la restauration du capitalisme en Yougoslavie* ».

Pajetta et Togliatti se sont inscrits en faux contre cette affirmation.

« *Nous aussi, nous avons présenté des critiques aux communistes yougoslaves; peut-être même avons-nous été les premiers. Nous avons polémiqué avec eux lors de leur congrès de Lioubliana. Mais ces polémiques ne nous empêchent pas de voir la réalité... Les communistes chinois reprochent aux communistes yougoslaves d'avoir restauré le capitalisme. Notre délégation, qui a visité la Yougoslavie et discuté et quelquefois même s'est disputée avec les camarades yougoslaves, sur la façon dont sont organisés les conseils ouvriers, sur les problèmes de la planification et sur les rapports du Parti et de l'Etat n'ont pas trouvé de capitalistes dans les usines yougoslaves.* »

Togliatti devait ajouter, « *amicalement* », que le camarade chinois avait bien tort de donner aux thèses qu'il défendait une formulation excessive :

« *Quand tu déclares que le capitalisme aurait été rétabli en Yougoslavie, — et tout le monde sait que cela n'est pas vrai, — personne ne croit plus le reste de ce que tu dis, chacun croit que tout cela n'est qu'exagération.* »

Cinquième point, enfin : *la publicité donnée aux débats intérieurs de l'Internationale.*

Chao Yi-ming s'est plaint, comme l'avait fait Tchou En-lai au XXIIe Congrès du P.C. soviétique, qu'on ait attaqué publiquement le Parti du travail albanais : les conflits entre les partis frères doivent se régler patiemment au moyen de « discussions mutuelles ».

Pajetta a répondu qu'en la matière, les communistes chinois professaient une théorie, mais en pratiquaient une autre.

« *Les camarades chinois ont manifesté publiquement leur désaccord au XXIIe Congrès du P.C. soviétique et dans les congrès des autres partis. Et ils l'ont fait de manière toujours plus explicite et toujours plus pesante dans leur presse.* »

L'argument ne va pas sans sophisme; car si les Chinois ont en effet fait savoir qu'ils n'étaient pas d'accord sur la façon dont les Soviétiques se comportaient avec les Albanais, ce fut après que Khrouchtchev eût publiquement condamné les dirigeants du Parti du travail.

On ne se soucie pas beaucoup de vérité ni de justice dans les débats entre communistes!

c) Les ponts ne sont pas rompus

Malgré ces échanges de propos aigres-doux, on s'est efforcé de ne pas rompre les ponts.

Chao Yi-ming a terminé son discours en disant qu'il ne lui était pas possible d'entrer dans le détail, mais que les communistes chinois étaient prêts à rencontrer dans une autre occasion les communistes italiens et à entamer avec eux une discussion sur toutes ces questions dans « un esprit fraternel ».

Il est vrai qu'auparavant, il avait esquissé une manœuvre, fort classique, de division, en disant que les communistes chinois n'étaient pas d'accord avec « *quelques camarades italiens* » sur un certain nombre de questions, ce qui donnait à entendre que d'autres camarades italiens étaient d'accord avec eux.

Pajetta avait déjoué la manœuvre en assurant que le P.C. italien était « *un Parti léniniste qui ne connaît pas les fractions. Le Congrès est unanime pour approuver la politique du Comité central, pour condamner les positions du Parti communiste chinois* ».

Dans son rapport introductif, Togliatti avait pris soin de ne pas se désolidariser du P.C. chinois dans l'affaire sino-indienne. Il avait déploré le conflit, souhaité qu'il se termine par la négociation, mais il en avait rejeté la responsabilité sur l'Inde.

« *Nous savons tout ce qu'il y a de raisonnable et de juste dans les revendications de la République populaire chinoise. Nous savons de même que les actions armées ont leur origine dans une attaque, nous ignorons de quelle importance, de la part des Indiens.* »

Ainsi, malgré leurs désaccords, les communistes soutiennent toujours les entreprises de tel ou tel d'entre eux contre le monde extérieur.

QUAND KHROUCHTCHEV INSULTAIT TITO

EN 1949, à l'occasion du 70e anniversaire de « *Joseph Vissarionovitch Staline, notre guide génial et notre éducateur* », N. Khrouchtchev, alors peu connu, publia une brochure intitulée : « *L'amitié stalinienne des peuples, gage de l'inviolabilité de notre patrie* ». Elle fut jugée digne d'être éditée en français, et sans doute aussi en d'autres langues étrangères.

C'est un beau morceau de « littérature *cultuelle* » : les mérites de Staline y sont loués dans le style qui était alors de rigueur. Nous en extrayons un paragraphe qui, d'une part, donne de l'internationalisme prolétarien la définition habituelle (il « *se mesure à l'attitude que l'on observe à l'égard de l'U.R.S.S.* »), et qui, d'autre part, contient contre Tito et ses collègues quelques injures bien senties qu'il n'est pas sans pittoresque de rappeler aujourd'hui que Khrouchtchev embrasse spectaculairement Tito en le recevant à Moscou.

« La fidélité à l'œuvre grandiose de Lénine et de Staline, à l'internationalisme, se vérifie et se mesure à l'attitude que l'on observe à l'égard de l'Union soviétique, placée à la tête de toutes les forces de la démocratie et du socialisme. La trahison envers l'Union soviétique, la trahison envers l'internationalisme prolétarien, conduit nécessairement dans le camp du nationalisme, du fascisme, de la réaction impérialiste. Témoin la bande d'assassins et d'espions Tito-Rankovic, qui a consommé son passage du nationalisme au fascisme et est devenue l'agence directe de l'impérialisme, son instrument dans la lutte contre le socialisme et la démocratie. » (*O.c.*, page 12.)

Dans son discours de clôture, Togliatti est allé plus loin encore. Avant de repousser avec vivacité les critiques formulées par Chao Yi-ming, il a longuement célébré les mérites du P.C. chinois. Puis il a montré son souci d'arranger les choses.

« *Dans la discussion au sein de la commission politique, j'ai insisté pour que, dans la résolution finale, à l'endroit où l'on repousse les critiques faites à notre ligne, le Parti communiste chinois ne soit pas explicitement nommé, car il s'agit là d'une résolution qui doit être diffusée dans les grandes masses... J'ai estimé qu'il serait bien de ne pas nommer le P.C. chinois afin d'éviter que nos rapports avec les camarades chinois ne s'enveniment. J'ai fait plus. Je crois que les nouveaux organes dirigeants du Parti devraient inviter le Comité central du P.C. chinois à envoyer une délégation en Italie, pour faire connaissance avec notre Parti, voir quelles sont les conditions dans lesquelles nous travaillons, pour voir que nous sommes vraiment un parti qui lutte pour les intérêts des masses laborieuses italiennes, et aussi pour avoir avec eux les échanges d'idées qui conduiraient à une meilleure compréhension dans les deux camps.* »

Manifestement, Togliatti voulait se donner le beau rôle, rejeter sur les Chinois toutes les responsabilités au cas où il y aurait rupture.

LES RELATIONS AVEC LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Les relations entre le Parti communiste italien et le Parti communiste français n'ont jamais été bonnes. Leurs chefs cachent, sous une cordialité de commande, une assez profonde antipathie. Depuis 1956, les désaccords entre eux ont été particulièrement graves. Ils sont apparus fort nettement au moment où fut connu le rapport Khrouchtchev sur les crimes de Staline. Ce fut alors Thorez qui, des deux, adopta l'attitude la plus susceptible de plaire aux dirigeants soviétiques.

Par contre, Moscou a tranché cet été au profit des communistes italiens un différend à la fois tactique et doctrinal : il s'agissait de l'attitude à adopter à l'égard des institutions européennes (notamment du Marché Commun), dont les communistes français réclamaient le boycottage pur et simple, à l'égard aussi des nationalisations et de la planification, bref de ces réformes de structure dont on a vu plus haut que les Chinois les condamnaient. Thorez et ses collègues les condamnaient aussi, alors que les communistes italiens les ont inscrites à leur programme.

Les Soviétiques ont donné leur approbation aux thèses des communistes italiens, et les communistes français se sont inclinés. Togliatti, dirait-on, s'est employé à apaiser leur amertume. Quand il a parlé des nationalisations et de la planification, il s'est empressé de dire qu'un régime qui les réaliserait serait la « *démocratie rénovée dont parlent nos camarades français* », alors qu'il sait parfaitement que Thorez donne un tout autre contenu à cette formule.

Dans les remerciements qu'il a adressés aux partis frères représentés au Congrès, il a distingué deux partis, celui de l'U.R.S.S. et le Parti communiste français. Il l'a fait en termes qu'il a voulus chaleureux.

« *Je veux adresser un salut particulier aux représentants du Parti communiste français dont la lutte est étroitement liée à la nôtre. Nous nous réjouissons du succès électoral et politique, de grande portée pour les luttes futures, que les communistes français ont obtenu dans la récente consultation. Ils ont donné à tous la preuve que la cause de la liberté et de la rénovation de la démocratie est en bonnes mains. Ils ont fait faire à la lutte pour l'unité de la classe ouvrière et des forces démocratiques un pas en avant qui sera un avantage pour nous tous.* »

Il est clair, d'après ces propos, que le Parti communiste français conserve la primauté qui lui est reconnue parmi les partis communistes du monde libre.

LES RELATIONS DU P.C.I. ET DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN

En disant que le pas fait lors des dernières élections par le P.C.F. dans la voie de l'unité avec les socialistes serait utile à tous les partis communistes, Togliatti songeait assurément à la situation italienne, et aux rapports du P.C.I. avec le P.S.I. de Pietro Nenni.

En apparence tout au moins, il s'est produit ces derniers mois un curieux chassé-croisé. Alors que les rapports entre le Parti socialiste S.F.I.O. et le P.C.F. n'avaient pas cessé d'être mauvais depuis 1947, les communistes français ont pu croire et faire croire qu'un rapprochement était en voie de réalisation entre eux et les socialistes de Guy Mollet. Par contre, les relations entre le P.C.I. et le P.S.I., qui avaient jusque-là été des plus étroites, semblent aujourd'hui être tendues et proches de la rupture.

Riccardo Lombardi, venu apporter au congrès le salut des socialistes, a d'ailleurs com-

Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1er juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 30 F pour six mois et 60 F pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 75 F pour un an ou 90 F si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

mencé son allocution en disant que jamais, depuis la libération, la tension n'avait été aussi grande entre les deux partis.

Cet état de choses, a continué Lombardi, ne peut être imputé ni à l'opportunisme des uns ni à la volonté d'hégémonie des autres : il résulte de la différence fondamentale des réponses que socialistes et communistes croient devoir donner aux problèmes difficiles de stratégie et de tactique posés aujourd'hui au mouvement ouvrier.

L'« *adhésion critique* » que le P.S.I. a donnée à la politique de centre-gauche repose sur deux principes : d'une part, étant donné le développement actuel des forces productives dans les pays capitalistes, y compris l'Italie, la seule voie ouverte au socialisme est la transformation démocratique de la société à l'intérieur de l'Etat, dont on ne peut plus dire qu'il est l'expression directe de la classe dominante.

D'autre part, cette transformation doit être considérée comme le but principal de la lutte ouvrière, sans que sa réalisation soit subordonnnée à la rupture du système occidental.

L'orateur socialiste avait été si net que Berlinguer pouvait dire, le surlendemain, qu'il avait présenté comme « *irrévocables et destinés à s'aggraver les éléments de division qui existent aujourd'hui dans le mouvement ouvrier italien et entre le P.S.I. et le P.C.I.* ».

C'est une volonté tout autre qui se dégage des débats du congrès communiste, et l'on s'étonne de la modération dont, somme toute, ont fait preuve les principaux orateurs quand ils ont parlé des socialistes (voire d'une partie de la démocratie chrétienne).

Certes, Togliatti, dans son rapport liminaire, avait rappelé un mot (d'ailleurs peu original) de Gramsci qui, en 1923, écrivait que « *le mouvement socialiste italien avait été, depuis trente ans, un appareil pour sélectionner de nouveaux éléments dirigeants de l'Etat bourgeois* ». Certes, il avait reproché à certains dirigeants socialistes, et tout particulièrement à Nenni, de vouloir faire la scission dans le mouvement ouvrier, isoler les communistes.

« *Le plus grave,* avait-il dit, *c'est que Nenni cherche à donner de cette politique de scission une justification générale, en prétextant que notre solidarité avec le mouvement communiste du monde entier nous rendrait intouchables et infréquentables, particulièrement lorsqu'il s'agit de lutte pour le pouvoir.* »

A cette tentative, Togliatti avait répondu par un défi (« *Isoler un parti comme le nôtre des masses ouvrières et travailleuses est une entreprise impossible* »), et en évoquant l'exemple de la France (« *Qu'est-il advenu en France, où l'objectif : isoler les communistes, a guidé toute la politique de la IVe République? Ceux-ci sont aujourd'hui plus enracinés qu'auparavant parmi les ouvriers et dans le peuple... La démocratie a été liquidée* »).

Toutefois, ces propos peu amènes n'ont jamais été excessifs. Ils n'ont pas atteint la violence, par exemple, de l'article publié le 13 novembre 1962 à Moscou dans la *Pravda* sous le titre : « *Où va la direction de droite des socialistes italiens?* »

Il semble que le souci des dirigeants du P.C.I. reste de faire évoluer la politique de centre-gauche vers « *un tournant à gauche effectif* ». Togliatti a nié que le choix des socialistes en faveur d'une transformation sociale conduite de l'intérieur de l'Etat fût un obstacle à l'unité d'action. Il a rappelé, dès son discours introductif, que si, en 1944, les communistes italiens n'avaient pas tenté de s'emparer du pouvoir par l'insurrection, ce n'était pas à cause de « *l'occupation étrangère du territoire national* », mais parce que cette « *insurrection n'avait pas raison d'être* », étant donné qu'il s'était formé dans la résistance « *une unité des forces démocratiques avec un programme de rénovation de toute la vie du pays* ».

C'est l'expérience d'alors qu'il a évoquée à nouveau dans sa réponse à Lombardi.

« *Nous nous sommes alors efforcés d'agir de l'intérieur. Nous avons collaboré avec des ministres monarchistes pour abattre la monarchie et instaurer la République. Nous avons collaboré avec tous les grands partis pour faire avancer tout le mouvement des masses à travers l'élaboration d'une constitution riche d'éléments programmatiques.* »

Un retour à une situation de ce genre comblerait assurément ses vœux. Il voudrait que le P.S.I. s'attache à imposer au gouvernement l'application intégrale du programme de centre-gauche. Il y va de l'intérêt des socialistes. Que cela entraîne une division dans la démocratie chrétienne ne serait pas pour gêner les communistes, pas plus qu'une entree éventuelle des socialistes dans le gouvernement.

« *Nous avons déjà dit que cela ne suscite en nous ni envie ni jalousie* », a assuré Togliatti, qui a poursuivi en ne rejetant pas la perspective plus lointaine d'une participation du P.C.I. à une formation gouvernementale. « *Il y a dans le pays une lutte politique, et la participation ou non au gouvernement est un moment de cette lutte politique.* »

Ainsi, aux yeux des communistes, la rupture n'est pas consommée. La vieille alliance peut être renouée (1) et permettre d'entraîner une partie de la démocratie-chrétienne. Et tout ce que demande le congrès pour le moment est que « *le P.S.I. et toutes les forces démocratiques présentes dans la majorité de centre-gauche engagent leurs énergies pour*

(*Suite au verso.*)

(1) « Il va sans dire que la polémique idéologique et politique avec la direction du P.S.I. ne doit en aucune manière entraîner un affaiblissement de l'action positive en vue de réaliser une unité aussi étroite que possible avec ce parti. Nous ne pouvons pas ne pas tenir compte des racines de classe et populaires de ce dernier, de l'existence dans ses rangs d'un fort courant unitaire de gauche, de l'influence qu'exerce sur lui la lutte unitaire des masses auxquelles il est lié. » (A. Natta et G. Pajetta : La lutte pour le socialisme en Italie, dans la *Nouvelle Revue Internationale*, novembre 1962, p. 68.)

Le Parti communiste français et la crise de l'Internationale

IL faut rendre cette justice aux dirigeants du Parti communiste français : à en juger par leurs publications, on aurait pu croire que les militants du Parti, en particulier ceux du Comité central, avaient été tenus dans l'ignorance sinon des conflits qui divisent aujourd'hui le mouvement communiste international, du moins de certains de leurs aspects que la grande presse ne connaît pas. La règle du secret est toujours si étroitement observée dans le parti français qu'il n'avait rien transpiré des débats, ou, pour user d'un mot plus exact, des relations auxquelles ces conflits avaient donné lieu au Comité central et dans d'autres instances du Parti.

Nos lecteurs savent déjà qu'il n'en était rien. Nous avons en effet publié ici même (n° 277, 16-30 avril 1962) de larges extraits d'une brochure qui avait été diffusée quelques mois plus tôt à l'intérieur du Parti et qui contenait l'intervention de Thorez à la Conférence des 81 partis, une déclaration du P.C.F. rédigée à la suite de la discussion et une déclaration de Thorez adressée aux « *camarades chinois* ».

L'« *information* » (on notera le terme) que Raymond Guyot a été chargé de porter à la connaissance du Comité central réuni à Malakoff (Seine) les 13 et 14 décembre 1962, quelques passages du discours de Thorez à cette même réunion et la résolution qui y fut adoptée (1) n'ont pas seulement confirmé l'authenticité de cette brochure (qui n'était pas douteuse pour ceux qui l'avaient eue entre les mains) : ils ont apporté quelques précisions, d'une part, sur la façon dont les militants du Parti ont été tenus au courant, d'autre part, sur certains aspects du conflit en cours.

(1) Textes dans l'*Humanité* du 15, du 17 et du 18 décembre 1962.

L'INFORMATION DES MILITANTS

Selon R. Guyot, il y aurait « *maintenant plus de deux années que* [le] *Comité central a eu à discuter des divergences qui opposent avec toujours plus d'ampleur et de violence les dirigeants du Parti du travail albanais et du Parti communiste chinois à l'ensemble du Mouvement communiste et ouvrier international* ».

Thorez, lui, a fait remonter un peu plus haut, à 1959, les « *discussions* » auxquelles le Comité central s'est livré « *à propos des rapports avec les camarades chinois* ». Sans doute cette « discussion » eut-elle lieu à la session que le Comité central tint le 3 novembre à Choisy-le-Roi, au cours de laquelle Raymond Guyot présenta un rapport entre le P.C.F. et les partis-frères, rapport qui, semble-t-il, ne fut pas publié.

Thorez d'ailleurs a confirmé que les militants autres que les membres du Comité central n'ont pas alors été mis au courant de cette « discussion » puisque, selon ses propres paroles, il a évoqué cette discussion de 1959 à l'usage des « camarades » élus au Comité central en 1961 et qui, bien qu'ils fussent alors secrétaires de fédération ou chefs de services importants, n'avaient pas eu connaissance de ces graves affaires.

Le P.C.F. est intervenu dans le conflit après la diffusion en français de la brochure du P.C. chinois : « *Vive le léninisme* », diffusion dont il ne nous est pas dit de quelle importance elle fut. Le secrétariat a alors adressé, le 1er juillet 1960, une lettre au Comité central du P.C. chinois : il n'est pas dit si elle a été portée à la connaissance d'un large cercle de militants français.

Le 2 octobre 1960, lors de la conférence des profeseurs et des élèves de l'école centrale du Parti, dont le siège

---

(*SUITE DE LA PAGE 15*)

qu'au moins les principaux points du programme gouvernemental soient traduits en actes avant la fin de la législature ».

Que pensent les socialistes de cette attitude relativement modérée à leur égard? Lombardi avait prononcé des paroles qui annonçaient une détérioration toujours plus grande des relations entre les deux partis. Quand Togliatti eut achevé de répondre aux orateurs, il fut de ceux qui tinrent à aller le féliciter, et l'*Unita* a publié une photographie des deux hommes se serrant la main.

Geste sans portée, vraisemblablement, mais qui ne peut que ranimer les soupçons de ceux qui ne croient pas en la sincérité de la rupture, déjà ancienne, du pacte qui liait le P.S.I. et le P.C.I. Il arrive aux socialistes italiens ce qu'il est arrivé à tous ceux qui ont accepté trop longtemps de faire le jeu des communistes, ils doivent faire beaucoup pour qu'on soit sûr qu'ils sont sincères.

C. H.

LES NOUVEAUX ORGANES DIRECTEURS DU P.C.I.

Secrétariat

Palmiro Togliatti, secrétaire général.
Luigi Longo, secrétaire général adjoint.
Giorgio Amendola.
Pietro Ingrao.
Giancarlo Pajetta.
Enrico Berlinguer.
Alessandro Natta.

Le précédent secrétariat comprenait les cinq premiers, plus Anelito Barontini.

Direction

Palmiro Togliatti.
Luigi Longo.
Mario Alicata.
Giorgio Amendola.
Enrico Berlinguer.
Paolo Bugalini.
Arturo Colombi.
Armando Cossutta.
Pietro Ingrao.
Nilde Jotti.
Emmanuele Macaluso.
Giorgio Napolitano.
Agesturo Novella.
Giancarlo Pajetta.
Ugo Pecchioli.
Luciano Romagnoli.
Rinaldo Scheda.
Emilio Sereni.
Umberto Terracini.

[Ugo Pecchioli remplace Antonio Roasio.]

Mauro Scoccimaro, élu président de la Commission centrale de contrôle, est, de ce fait, membre de la direction.

est à Choisy-le-Roi, Thorez engageait contre les thèses chinoises ce qu'il appelle maintenant « *une polémique ouverte* », mais qui en fait se déroula à huis clos.

Le 15 décembre 1960, Thorez a rendu compte des travaux de la conférence des 81 (Moscou, novembre 1960). « *Les passages du rapport ayant trait aux divergences qui s'étaient manifestées ne [furent] pas rendus publics.* »

Le 25 novembre 1961, le Comité central fut mis au courant de ce qui s'était passé au XXIIe Congrès du P.C. soviétique par W. Rochet et M. Thorez, mais leurs rapports ne furent pas intégralement publiés.

Enfin, au début de 1962, le secrétariat du P.C.F. adressa au P.C. chinois une seconde lettre au sujet de la réunion du Conseil mondial de la Paix à Stockholm (voir ci-dessous) : le texte n'en fut pas publié.

R. Guyot a annoncé l'édition par les soins du Parti d'un recueil de tous ces textes. Nous aurons donc l'occasion d'y revenir.

QUELQUES ASPECTS DU CONFLIT

L'« *information* » de Raymond Guyot nous a appris ou confirmé :

a) Les tentatives de travail fractionnel du P.C. chinois dans les organisations internationales de masses.

« *La publication dans toutes les langues par le P.C. chinois de la brochure : « Vive le léninisme », en été 1960, l'attaque contre le P.C. de l'U.R.S.S. à laquelle s'était livré le délégué albanais lors du congrès du Parti ouvrier roumain, puis* la tentative d'utiliser dans le même but une réunion à Pékin de la F.S.M. *faisaient partie d'un tout...* »

« *Peu de temps après le XXIIe Congrès, s'est tenue* à Stockholm une réunion du Conseil mondial de la Paix. *Il s'agissait de la convocation d'un congrès mondial pour le désarmement général et la paix. La délégation chinoise s'opposa à ce que le désarmement soit le point central de l'ordre du jour du congrès mondial. Dans les séances mêmes du Conseil du Mouvement mondial de la paix, plusieurs de ses membres ont eu une attitude contraire à l'esprit de fraternité à l'égard des délégués soviétiques. La réprobation fut générale.* »

« *Dans les organisations internationales, ils* [*les dogmatistes*] *multiplient les difficultés,* notamment à la « Nouvelle Revue Internationale » *; au sein du Mouvement de la Paix, ils mènent une campagne de discrédit du Congrès mondial pour le désarmement et la paix qui s'est tenu à Moscou en juillet dernier.* »

[A ce sujet, voir *Est & Ouest* n° 272, 16-30 avril 1962 ; B. Lazitch : « *Le travail « fractionnel » des Chinois dans les organisations satellites internationales.* »]

b) Les tentatives de travail fractionnel du P.C. chinois dans les partis communistes d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique.

« *Les dogmatistes donnent une version dénaturée des événements de Cuba et de leurs développements,* tentent de dresser les communistes et les mouvements nationalistes d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie, *non pas contre les impérialistes américains, mais contre l'Union soviétique et le mouvement communiste ouvrier international.*

« *Ils mettent tous les moyens en œuvre. Ils diffusent leurs textes et cherchent à s'assurer des appuis* dans un grand nombre de pays.

« *Ces positions sectaires et aventuristes ont trouvé* quelques échos dans certains partis communistes, notamment en Asie, et au sein de mouvements nationalistes. *Elles alimentent le « gauchisme » qui, parfois, existe dans ces partis et mouvements.* »

« *Les positions dogmatiques créent dans certains partis un état de tension. C'est le cas de quelques partis d'Asie, et d'Amérique latine. La situation de notre parti-frère, le Parti communiste indien, est difficile.* »

[Sur ce sujet, voir *Est & Ouest* n° 290, 16-31 décembre 1962 : B. Lazitch : « *Le travail fractionnel des Chinois dans le Mouvement communiste international.* »]

LES CHINOIS ET LA "NOUVELLE REVUE INTERNATIONALE"

Les allusions qu'a faites Raymond Guyot aux difficultés suscitées par les communistes chinois à la rédaction de « *la Nouvelle Revue Internationale* » sont obscures. Nous avons noté déjà à diverses reprises le peu de place qu'occupent dans cette publication les informations ou études concernant la Chine. Notons aujourd'hui que les communistes chinois paraissent avoir boycotté les conférences organisées depuis trois ans sous l'égide de cette revue pour examiner des questions de tactique ou de doctrine.

1960. — Le numéro de janvier 1960 rend compte d'un débat qui s'est déroulé du 25 août au 2 septembre 1959, à Bucarest, sur le thème, « *La lutte contre le révisionnisme* ». Y participaient, les représentants de vingt-cinq partis communistes, y compris ceux d'*Albanie*, de *Chine*, de Corée du Nord, du Viet-Nam, de l'Union soviétique, de France, d'Italie, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Mongolie, de Pologne, etc.

1961. — Les numéros 1, 2 et 3 rapportent les débats qui se sont déroulés en septembre 1960, à La Havane, sur le thème, « *La question agraire et le mouvement de libération nationale* », avec la participation de « théoriciens marxistes de vingt-sept pays». Le nombre des partis communistes représenté est donc plus grand qu'à la conférence précédente, mais sur la liste ne figurent plus l'Albanie, la Chine, la Corée du Nord, l'Indochine, l'Indonésie. Par contre, le P.C. de l'Inde est représenté.

Les numéros 10 (octobre) et 11 (novembre) rapportent un autre échange d'opinions sur le thème : « *Les communistes et la jeunesse* », sans la participation des P.C. au pouvoir. Les P.C. asiatiques représentés à la réunion sont ceux de l'Inde, de l'Indonésie et du Japon.

1962. — Le numéro 3 (mars) relate un débat sur « *Les crises et le mouvement ouvrier* », avec la participation des communistes de sept pays, dont l'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est, mais aucun pays d'Asie ni l'Albanie.

Les numéros 4, 5, 6 et 7 font le résumé d'un autre échange d'opinions (septembre 1961) sur le thème : « *Indépendance nationale et voies de développement* », avec la participation de communistes de vingt et un pays. Plusieurs pays communistes d'Europe sont représentés : U.R.S.S., Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie, etc., mais il manque l'Albanie, et la Mongolie est le seul pays communiste asiatique présent à la réunion. Le P.C. de l'Inde est dignement représenté par son secrétaire général, et le P.C. d'Indonésie a envoyé un rapport écrit.

Les numéros 7 et 8 apportent un autre échange d'opinions : « *Le rôle de la femme et le progrès social* », avec la participation de communistes de vingt-deux pays. Plusieurs pays communistes d'Europe sont représentés (à l'exclusion, bien entendu, de l'Albanie), mais il n'y a aucun pays communiste d'Asie, alors que le P.C. d'Indonésie est présent.

Les numéros 8, 9, 10 et 11 font état d'une autre rencontre communiste internationale qui eut lieu en Tchécoslovaquie, en mai 1962, avec la participation de communistes de plus de vingt pays, sur le sujet : « *L'anticommunisme d'aujourd'hui* ». Il n'y figure aucun pays communiste d'Asie, alors que les P.C. d'Inde et du Japon sont représentés.

Enfin, le numéro 11 rapporte le résumé des débats qui ont eu lieu à Moscou du 27 août au 3 septembre 1962, sur le thème : « *Problèmes du capitalisme contemporain* ». Aucun pays communiste d'Asie n'est représenté, une fois de plus, alors que les P.C. d'Indonésie et du Japon avaient envoyé leurs représentants.

Les Chinois ont-ils boycotté ces réunions depuis 1960? Les en a-t-on écartés pour qu'ils n'y introduisent pas des thèses hérétiques?

Les tares de l'industrie soviétique

LA crise dans laquelle se débat l'industrie soviétique est loin d'être liquidée, et les remèdes décidés par le Plenum des 19-24 novembre dernier ne résoudront rien. Ce sont des mesures transitoires et dilatoires : les dirigeants eux-mêmes s'en rendent si bien compte qu'ils ont, dans la presse, laissé rebondir la discussion, qui semblait close, sur une réforme plus profonde des structures industrielles qui accorderait aux entreprises et à leurs directeurs des pouvoirs et une autonomie accrus. En attendant, c'est le Parti qui prend directement en main la gestion jusqu'ici confiée aux fonctionnaires de l'Etat ; ceux-ci resteront, bien entendu, en place, mais on leur fait jouer un rôle subordonné. Nous serions tenté de faire un parallèle — toutes proportions gardées, évidemment — avec la situation de 1921, du début de la N.E.P. En rappelant les capitalistes expropriés à la tête de leurs entreprises ruinées par le « communisme de guerre », le pouvoir flanqua ces « spets » (= spécialistes) bourgeois de quelques solides gaillards du Parti (parfois du guépéou) pour surveiller leur activité jugée indispensable.

Réuni trois semaines après le Plenum, le Soviet Suprême a fixé les objectifs économiques et adopté le budget pour 1963. Les données, livrées au public à cette occasion, nous permettront de voir plus clair dans les intentions du Kremlin quant au nouveau statut de l'industrie, que l'on recherche pour l'instant à tâtons.

Fidèle à notre habitude de soumettre à nos lecteurs des documents de première main, nous reproduisons ci-dessous de larges extraits des discours prononcés par Khrouchtchev et quelques autres orateurs. Ces discours brossent un tableau impressionnant sinon complet des tares dont souffre l'industrie soviétique depuis de longues années et qui se perpétuent en dépit de toutes les mesures décrétées à plusieurs reprises pour y mettre un terme. Les intertitres sont de nous.

L. L.

KHROUCHTCHEV

(Rapport présenté le 19 novembre, « Pravda » du 20 novembre)

FOISONNEMENT DE BUREAUCRATES

« Notre industrie, à côté des machines et des appareils les plus perfectionnés, produit encore pas mal d'outillage et de matériel démodés. L'élaboration de la nouvelle technique, de la technologie progressiste et de l'expérience d'avant-garde et surtout leur application dans la production *traînent souvent pendant des années*. Le développement des bases expérimentales et d'essai de l'industrie retarde sur les besoins de l'économie nationale...

» Beaucoup de sovnarkhozes qui ont sous leur autorité directe des organismes de recherche scientifique, d'étude et de construction se sont mis à les adapter aux seuls besoins locaux, oubliant les intérêts de la politique technique d'ensemble, de la spécialisation et de la coopération de la production.

» La dispersion des forces des organismes scientifiques et d'études ne peut pas ne pas compliquer la coordination technique de toutes les branches de l'économie nationale. Prenons, par exemple, la construction mécanique. Environ 400 instituts de recherche et d'étude et plus de 1.000 bureaux d'études indépendants y travaillent, dont environ 7 % seulement relèvent du Comité d'Etat pour l'automation et pour la construction mécanique. Le Comité peut-il, dans ces conditions, assurer le niveau technique nécessaire de la construction mécanique, introduire rapidement ce qu'il y a de nouveau, de progressiste, à la place de ce qui a vieilli et à fait son temps?

» La dispersion des organismes de recherche et d'étude aboutit à ce qu'ils font inévitablement double emploi pour la création de machines et pour l'élaboration de procédés technologiques, chaque organisation multipliant ses propres constructions et sa propre technologie, inventant pour ainsi dire elle-même la bicyclette. Il est naturel qu'il ne puisse être question ici ni de standardisation de l'équipement ni d'unification des pièces. Or c'est là la base de la spécialisation de la production.

» Voyez ce qui se passe pour la production de tracteurs. On compte 30 bureaux d'études spécialisés dans les tracteurs, les moteurs à tracteurs et les assemblages de machines; ces bureaux occupent quelque 3.000 constructeurs. Ils sont situés dans six républiques fédérées et relèvent de 18 sovnarkhoses. Les tracteurs à chenilles fabriqués par les usines de Kharkov et de Volgograd sont pareils quant aux paramètres de base et à la destination, mais ne se ressemblent absolument pas quant aux pièces. L'un et l'autre tracteurs sont dotés d'un moteur de la même construction, mais chaque usine a construit ses propres cages de moteur. Les tracteurs diffèrent par les systèmes de chenilles, les capots et même les cabines.

» Les choses ne se présentent pas mieux dans l'industrie automobile où il y a une quarantaine de bureaux d'études dans 24 sovnarkhozes. Ici encore le manque de coordination des forces engendre les mêmes vices que dans la construction des tracteurs.

» Le pays subit de grandes pertes par manque de centralisation et de concentration des forces dans l'étude des turbines et des générateurs. Les bureaux d'études des usines « Electrosila », « Electrotiajmach », de celle des turbo-générateurs de Novosibirsk, créent chacun « sa » machine, ce qui produit une diversité inutile aussi bien de machines que de pièces et complique la construction, l'équipement et l'exploitation des centrales électriques.

» Les forces occupées à créer des appareils de radio et des téléviseurs sont dispersées dans 17 organismes d'études du pays. La production de téléviseurs est organisée dans 19 usines, celle d'appareils de radio dans 32. Les usines situées dans différentes villes sortent des téléviseurs et appareils de radio d'une même classe mais de construction et de gabarits différents. En 1962, il y avait en production 12 types de téléviseurs et 47 appareils de radio et de pick-up. Au fond, beaucoup d'appareils de radio et de téléviseurs ne se distinguent les uns des autres que par la couleur, le gabarit; l'un est un peu mieux, l'autre un peu plus mal, mais ils les appellent tous, l'un Bielorouss, l'autre Kiev. Voilà toute la différence. (*Animation dans la salle.*)...

» Combien de travailleurs scientifiques, de collaborateurs des bureaux d'études sont occupés à construire des machines agricoles semblables, combien de gens s'occupent parallèlement à élaborer des projets d'outillage pour différentes branches de l'industrie! Des dizaines et des centaines d'établissements d'études travaillant parallèlement cherchent à tout commencer, pour ainsi dire, depuis le commencement. Si l'on coordonnait raisonnablement ces forces pour que chaque bureau d'études, chaque institut de la recherche ait une orientation précise dans son travail pour satisfaire les besoins d'une branche déterminée de l'économie nationale, nous arriverions plus vite à doter notre économie nationale d'un outillage moderne. Nous économiserions beaucoup de moyens et de temps, nous appliquerions plus vite dans la production les derniers progrès de la science et de la technique.

KHROUCHTCHEV REND HOMMAGE AU CAPITALISME

« On sait que l'économie capitaliste se développe autrement que la nôtre. Mais même déchirée par la concurrence, l'industrie des pays capitalistes met largement à profit la spécialisation et la centralisation des organismes d'études et de recherches scientifiques.

» Sous le capitalisme, l'application de la nouvelle technique dans la production est stimulée par la concurrence. Pour ne pas faire faillite, les firmes capitalistes renouvellent systématiquement l'équipement de leurs entreprises. Certaines maisons, par exemple, ne laissent pas le parc de machines-outils de leurs entreprises travailler plus de dix ans, car cet outillage s'use et vieillit moralement (1). Or les capitalistes savent qu'avec un outillage vieilli on ne peut pas soutenir la concurrence des maisons qui disposent d'un outillage plus parfait.

» Si les capitalistes agissent ainsi, notre système socialiste planifié peut mieux tirer parti de ses avantages pour accélérer le progrès technique, augmenter la production et en améliorer la qualité (2).

» Ingénieurs, constructeurs, techniciens, ouvriers de chaque entreprise veulent que leur énergie et leurs recherches créatrices soient dirigées vers le mieux, qu'elles apportent le succès à la cause commune. Pourtant, les efforts de beaucoup de gens et de collectifs se morcellent, se heurtent, et cela en diminue fortement l'effet national. Est-ce admissible, camarades, dans les conditions de la production socialiste? N'est-ce pas la preuve que nous ne savons pas utiliser jusqu'au bout tous les avantages du système socialiste, notamment dans le domaine du progrès scientifico-technique?...

» La centralisation des forces constructives apporte aux capitalistes d'énormes profits. Par exemple, dans l'industrie automobile des Etats-Unis, ces forces et 90 % de toute la production sont concentrés dans trois grandes compagnies : General Motors, Ford, Chrysler. Et cela produit un grand effet économique.

» Pourquoi donc ne profiterions-nous pas de ce qui est rationnel, économiquement avantageux chez les capitalistes? (3) Dans les conditions de l'économie planifiée, tout cela est en effet beaucoup plus facile à réaliser que dans les conditions de la concurrence capitaliste. Il fut un temps — je veux parler de la période du culte de la personnalité — où l'on propageait à outrance l'idée que tout chez nous est idéal sans aucune réserve et que tout ce qui est étranger est tout aussi absolument mauvais. Mais les temps du culte sont passés. Il faut que nous nous souvenions de l'indication de V.I. Lénine : savoir, s'il le faut, apprendre chez les capitalistes, leur prendre ce qu'ils ont d'intelligent et d'avantageux.

» Il arrive aussi que de bons modèles de machines, arrivant dans certains de nos bureaux d'études, soient modifiés au point de devenir mauvais. J'en donnerai un exemple.

» On avait acheté au Japon et installé au combinat cotonnier de Gloukhovsk un lot de métiers à filer avec des dispositifs d'une haute capacité, jusqu'à 700 fois, c'est-à-dire 18 fois

---

(1) Dans la théorie marxiste, le terme « usure morale » s'entend pour une machine matériellement intacte et capable de fonctionner pendant un certain temps encore, mais techniquement dépassée par de nouvelles inventions. — L. L.

(2) Toute l'évolution soviétique depuis quarante ans prouve précisément que ce système « socialiste » et « planifié » fonctionne plus mal que le capitalisme, et les aveux réitérés des dirigeants soviétiques l'attestent. Le présent discours de Khrouchtchev en est une preuve de plus. — L. L.

(3) C'est ce que Mikoïan avait déjà dit en octobre 1953. Le discours de K. prouve que Mikoïan avait prêché en vain.

plus que nos machines nationales de série. La principale pièce de la machine japonaise est l'étireuse, à la construction de laquelle les Japonais avaient travaillé pendant dix ans. L'emploi des machines japonaises au combinat de Gloukhovsk a raccourci le processus technologique. Nos bureaux d'études créent des modèles de métiers à filer avec des étireuses de leur construction qui ont une capacité de pas plus de 140-200 fois et qui produisent un filé de qualité inférieure. Mais même ces machines expérimentales en sont toujours au stade de la mise au point et de l'essai, l'industrie continue à fabriquer des métiers à filer d'une capacité d'étirage jusqu'à 40 fois. Comme vous voyez, en productivité ces machines le cèdent considérablement aux japonaises...

» Je me suis intéressé à la façon dont la foreuse électrique est introduite dans d'autres régions pétrolifères du pays et on m'a dit qu'on s'en sert peu dans la production, bien que depuis le moment de sa création il se soit passé plus de vingt ans. Pourquoi un outil si important pour l'économie nationale n'est-il pas plus répandu? Les spécialistes du forage attirent l'attention sur certaines imperfections de la foreuse électrique, qui font qu'elle n'est pas toujours sûre quand il s'agit de travailler dans des conditions géologiques complexes.

» Sept instituts de la recherche scientifique et 30 bureaux d'études s'occupent depuis quelques années à mettre au point la construction de la foreuse électrique. Pourtant, pratiquement, personne n'est responsable, l'un rejette tout sur l'autre et il n'y a personne à qui en demander compte...

» On peut citer des exemples de la haute efficacité d'une production spécialisée dans n'importe quelle branche de l'économie. En Italie, une seule maison approvisionne tout le pays en meubles et équipement de bureau standard. Si quelqu'un a besoin d'en acheter, il se met en rapport avec cette maison et elle fournit au client tout ce dont il a besoin.

» Et chez nous? Chaque fabricant de meubles a son projet, ses meubles. Voilà une belle occasion en vérité pour les bureaucrates : chacun peut avoir son style de cabinet! Les meubles sont fabriqués par près de 4.000 entreprises, pour la plupart petites, et par des ateliers de type semi-artisanal. Ces entreprises ne sont pas spécialisées, certaines fabriquent plus de 20 types de meubles. Un tel manque d'organisation fait qu'on fabrique beaucoup de meubles inconfortables, chers, laids et fragiles. Les seuls sovnarkhozes de la Fédération russe produisent 156.000 types d'armoires-penderies, et même des lits se font en 217 types! (*Animation dans la salle.*)

» Vous voyez que chacun fait ce qui lui passe par la tête. Chaque fabrique projette du nouveau et souvent ce n'est pas parce que l'ancien est mauvais, mais parce que le constructeur veut être immortalisé par une chaise ou une armoire, « moche » peut-être, mais « à lui »!

» Et que fait-on dans la construction mécanique, quant à la spécialisation? Cette année, les entreprises produisent plus de 125.000 dénominations de machines, appareils et articles pour différentes branches de l'économie nationale. Le comité d'Etat pour l'automation et la construction mécanique a fait un travail pour établir le caractère des machines produites, ce qui a permis de constater qu'on fabrique dans le pays une énorme quantité de machines, d'appareils et d'équipement aux caractéristiques techniques semblables et destinés à l'exécution des mêmes processus technologiques, mais de construction et de dimensions différentes...

PLANS MAL CONÇUS ET IRRÉELS

« La pratique des nombreuses modifications et rectifications aux plans atteste qu'il y a des cas où ces plans sont insuffisamment fondés et pesés. La responsabilité en incombe entièrement aux organes de planification. Une telle pratique abaisse l'importance du plan comme loi pour l'entreprise, engendre une attitude dédaigneuse à l'égard des calculs et motivations technico-économiques du plan, affaiblit la discipline d'Etat.

» *Les plans de production et de grands travaux sont souvent mal reliés aux plans d'approvisionnement matériel et technique.* Dans nombre de cas, pour joindre les deux bouts, les entreprises modifient artificiellement les normes d'utilisation de matières premières et de matériaux, elles incluent dans les ressources, disons du premier trimestre, les matériaux et l'équipement qui ne doivent entrer en service qu'au troisième ou au quatrième trimestre. La pratique est largement répandue d'établir les plans sur la base de données statistiques moyennes, ce qui ne permet pas de prévoir les possibilités réelles de telle ou telle entreprise.

» Comment ces sérieux défauts dans le travail des organes de planification s'expliquent-ils?

» Apparemment par le fait que beaucoup de travailleurs des organes de planification ont des contacts insuffisants sur place, ne connaissent pas l'état de choses dans les branches de l'économie nationale. Il est indispensable de réorganiser radicalement le travail des organes de planification, de les renforcer par des cadres qualifiés, des spécialistes économiquement instruits, capables de voir et de soutenir le nouveau, possédant l'expérience nécessaire du travail dans l'industrie et la construction...

» Le plus effrayant, c'est quand des « gens expérimentés », comme on dit, surtout s'ils travaillent dans les organes de planification, deviennent au fond des bureaucrates. L'ancien, l'habitude, ont tracé dans leur pensée de si profonds sillons qu'ils ne peuvent plus s'en arracher. Un tel travailleur ne veut se donner de peine pour rien. Son emploi est assuré, son salaire aussi, alors il établit les plans à peu près selon ce principe : d'année

en année, il augmente de quelques pour cent les tâches d'une branche et il est tranquille. Si la branche de la production qu'il représente promet de se développer ou que la vie, la science aient apporté de nouvelles découvertes, que des matières aient apparu qui, par leur qualité, par les indices économiques, sont plus avantageuses que les anciennes, *il ne s'en soucie pas.*

» Le système socialiste a d'énormes avantages sur le système capitaliste. Dans les conditions de notre régime, aussi bien dans le domaine de la production que dans celui des rapports sociaux, un champ illimité s'ouvre pour la croissance des forces productives, pour le développement de l'initiative.

» Le capitalisme développe sa production selon les lois cruelles de la concurrence, et le capitaliste fera faillite, sera éliminé si, dans cette lutte de la concurrence, il n'est pas le premier à introduire du nouveau, à remplacer par exemple le métal non ferreux par des matières synthétiques, à considérer ce qui est moins cher et plus rentable. Pour parler en termes imagés, s'il s'en tient au bronze et au plomb, il coulera aussi bien littéralement qu'au figuré, tandis que son concurrent surnagera s'il profite des matières synthétiques légères modernes. Le bronze, le plomb et les produits synthétiques sont, en l'occurrence, des exemples particuliers. Il s'agit, vous le comprenez, d'un ensemble de questions plus vaste...

» Il faut ouvrir la voie aux pousses nouvelles et saines pour qu'elles percent plus vite dans notre champ communiste, qu'elles croissent et se fortifient. Ces tâches, toute notre activité doit y être consacrée. Il faut actionner tous nos leviers; et parmi eux les plus importants comme l'intérêt matériel et moral de chacun à développer l'économie socialiste soviétique, le contrôle du Parti et de l'Etat avec la participation des larges masses, la critique et l'autocritique.

» A ce propos il faut examiner sérieusement quels cadres sont recrutés pour nos organes de planification les plus importants. Souvent des gens vont y travailler directement en quittant les bancs des universités et instituts. *Beaucoup d'entre eux n'ont pas d'expérience de la production, ne savent pas ce qui est à la base de la gestion, de l'organisation du travail, du systeme de comptabilité. Ces gens n'ont jamais entendu le bruit d'un moteur* (4) et déjà ils profèrent des « vérités » économiques et tentent de planifier la production dans un pays aussi immense que l'Union soviétique. Pourquoi cela? Ce qui apparemment joue dans nombre de cas, ce sont des forces comme la copinerie et le piston, quand, comme dit la fable, la nomination se fait grâce aux soins de la commère renarde qui « dit un mot à la lionne ».

» Il faut absolument faire en sorte que tous les camarades qui terminent leurs études dans un établissement d'enseignement supérieur passent obligatoirement par l'école de la production et de la vie.

PLANIFICATION TROP RIGIDE

« Il faut aussi faire un sérieux travail pour améliorer la méthode même de planification. Beaucoup d'indices du plan qu'on applique aujourd'hui ne permettent pas d'apprécier pleinement le travail des entreprises, ne les poussent pas à utiliser plus efficacement les investissements et les fonds de base, à fabriquer l'assortiment voulu de produits, à en abaisser les prix de revient, à accroître la productivité du travail et à améliorer la qualité de la production. Le principal indice du plan — la production brute — ne reflète pas pleinement la situation réelle de l'économie et fait qu'il devient désavantageux pour les entreprises de produire les articles bon marché et les plus compliqués, de réaliser le plan pour toute la nomenclature...

» On voit donc que les seuls indices quantitatifs, sans qu'on tienne compte de l'assortiment des articles, ne donnent pas une idée correcte du travail des entreprises. Il arrive souvent qu'une usine qui a réalisé le plan en tonnage par le dépassement des tâches qui demandent moins de travail mais pèsent plus lourd, touche une prime, tandis qu'on prive une autre dont les produits demandent plus de travail mais pèsent moins lourd et qui a manqué de peu de réaliser le plan en tonnage.

» Il faut apparemment faire des expériences dans des usines de différentes branches de l'industrie pour élaborer des indices de vérification de la production et d'évaluation de l'activité productive, qui caractérisent le plus exactement le travail des entreprises...

» Il est absolument inadmissible que dans beaucoup d'entreprises et dans certains sovnarkhozes et même, l'année dernière, dans certaines Républiques, les taux de croissance de la productivité du travail retardent sur les taux de croissance du salaire moyen. Il n'est certainement pas nécessaire de démontrer que la rupture du rapport correct entre la croissance de la productivité du travail et des salaires peut mener à de graves disproportions dans l'économie nationale...

LES REMÈDES

« Pour améliorer la direction de l'économie nationale, on ne peut pas se contenter de réorganiser les seuls organes économiques. *La nécessité a mûri de réformer l'organisation*

---

(4) Voici ce que disait Boulganine le 4 juillet 1955 :

« En Russie prérévolutionnaire [c'est-à-dire tsariste], les jeunes ingénieurs et techniciens qui ne travaillaient pas dans la production se voyaient fermer l'accès de l'appareil administratif et des organismes d'étude. Tout jeune ingénieur et technicien sortant des écoles était tenu de travailler dans la production... [A présent] près de la moitié des collaborateurs scientifiques de l'Institut central de la Recherche de la sidérurgie, de l'Institut d'Etude de la technologie des Moyens de transports routiers et de beaucoup d'autres établissements scientifiques n'ont jamais travaillé dans la production. »

Il n'y a donc rien de changé depuis sept ans en dépit de toutes les critiques et de toutes les résolutions de « redressement ». — L. L.

de la direction de l'économie nationale en partant des organes centraux et locaux du Parti...

» Dans les conditions actuelles, le pays étant entré dans la période d'édification générale du communisme, son économie nationale ayant crû d'une façon gigantesque, le rôle du Parti dans toute la vie du pays s'est immensément accru, surtout dans l'édification économique. En un certain sens, les anciennes formes d'organisation deviennent aujourd'hui un frein pour la direction de la production par le Parti.

» On pourrait demander : les organes du Parti ne dirigent-ils donc pas aujourd'hui l'économie nationale, et les dirigeants du Parti sont-ils moins expérimentés? Non, camarades, il ne s'agit pas du tout de cela. Nos cadres sont beaucoup plus expérimentés et peuvent bien entendu diriger avec succès tous les aspects de l'édification économique. Mais l'échelle, le volume de l'économie nationale du pays ont tellement grandi que les anciennes formes de direction de l'économie par les organes du Parti ne peuvent plus embrasser les problèmes de la plus haute importance qui surgissent chaque jour dans le développement de l'économie. La vieille structure paralyse pour ainsi dire nos actes, nous lie les mains, ne permet pas de donner libre cours à l'initiative des organisations du Parti dans la direction de toutes les branches de la production.

» Les rythmes de notre mouvement en avant dépendent maintenant en premier lieu de notre capacité d'organiser l'application de la ligne politique du Parti. C'est pourquoi il est indispensable de prendre les mesures cardinales propres à assurer une direction plus concrète et méthodique de toutes les branches de la production par les organes du Parti.

» Comment se présente la direction de l'économie nationale par le Parti?

» Organisés d'après le principe territorial, les organes du Parti sont appelés à s'occuper au même titre de l'industrie et de l'agriculture. Mais dans la pratique il se trouve souvent que les comités régionaux et territoriaux du Parti et les C.C. des partis communistes des républiques fédérées sont obligés de disperser leurs forces, de se charger tantôt d'une chose, tantôt d'une autre. Tout cela donne à l'action du Parti un caractère saccadé : tantôt les organes du Parti concentrent leurs efforts sur l'agriculture et dans une certaine mesure relâchent l'attention quant à l'industrie et aux autres questions de l'édification communiste, tantôt ils passent entièrement à l'industrie et négligent la direction de l'agriculture. »

PODGORNY

(Premier secrétaire du P.C. d'Ukraine, « Pravda » du 21 novembre)

GASPILLAGE

« Les progrès de la science et de la technique modernes nous permettent de résoudre rapidement, sans porter atteinte à la production de moyens de production, le problème de l'approvisionnement plus complet de la population en biens industriels. A ce propos il faut souligner avec toute la résolution voulue que l'attitude à l'égard de *la production de biens de consommation comme d'une chose secondaire* qui est encore celle d'une partie des responsables, n'est plus tolérable. Nous avons de grandes réserves qui peuvent et doivent être utilisées dans l'intérêt du développement de toute l'économie, dont le groupe « B ».

» De quelles réserves s'agit-il?

» Prenons l'exemple suivant. En 1961, la quantité d'outillage non installé a augmenté de 35 %, soit près d'un milliard de roubles. *La quantité d'équipement non installé qui existait au début de l'année dépasse le volume des plans annuels de production ou est à peu près égale à ce niveau.* Ainsi l'outillage de forge et de presse non installé représente 27.000 unités, tandis que les prévisions de production de cet outillage pour 1962 étaient de 30.700 unités. Le nombre de ponts roulants électriques non installés est de 5.547 pour un plan de production de 5.240 en 1962. Le nombre de fours à ciment pivotants non installés est de 89 pour un plan annuel de production de 19. *Une partie considérable de l'équipement importé reste inemployée depuis* 1958-59, alors que l'année dernière plus de 3 millions de mètres carrés de surfaces de production nouvellement construites n'étaient pas en exploitation. C'est du capital mort...

» Nikita Serguéevitch a dit combien de tables, de lits, de chaises on fabrique chez nous. Et combien avons-nous d'organismes établissant des ébauches et des dessins pour les meubles? Il existe, par exemple, à Moscou toute une série de bureaux d'études et de dessin, centraux, spéciaux pour cette branche, mais nous avons toujours peu de beaux meubles confortables et pas chers.

ERRATUM

MODERNISATION DE LA FLOTTE SOVIÉTIQUE

Une coquille typographique a fait porter à 32.000 tonnes le déplacement du nouveau sous-marin soviétique du type « A », dont il a été fait mention dans l'article « Modernisation de la flotte soviétique », *Est & Ouest*, n° 288, du 16-30/11/62, page 10. C'est naturellement 3.200 tonnes qu'il fallait lire, comme nous le fait aimablement observer un abonné connaisseur des questions navales, qui signale à juste titre que le tonnage le plus élevé des sous-marins américains à propulsion atomique du programme actuel est de 7.000 tonnes.

» Sans même parler des autres défauts, ce grand nombre d'organismes d'études de même nature engendre une nomenclature injustifiablement élevée de machines, d'outillage, d'articles. Chaque bureau d'études doit en effet justifier son existence indépendante, créer une construction même mauvaise mais bien à lui. Les choses vont si loin que 21 usines produisent des réfrigérateurs, 41 des machines à laver, et presque tous ces articles sont de construction différente.

» Les machines à coudre sont aujourd'hui fabriquées par six usines. Chacune d'elles a son bureau d'études et chacune sort son type de machine. Nous n'avons pas de machine de base à partir de laquelle on pourrait fabriquer une série de modifications. Or la maison ouest-allemande Dürkopp, qui a une machine de base, fabrique à partir de là jusqu'à 15 machines de différentes destinations. La maison italienne Rimoldi, avec une machine de base, en fabrique jusqu'à 20 modifications différentes. » (5)

(5) Dans son ouvrage *Les faux Dilemmes* (Les Editions d'Organisation, 1959), M. Jean Dayre donne en appendice (pp. 261-301) de nombreux exemples des pertes qu'entraîne la non-coordination pour les économies occidentales. Toutes ces tares dénoncées par l'auteur (d'ailleurs à juste titre) pâlissent en face de celles avouées par les dirigeants soviétiques eux-mêmes. — L. L.

KOSTOOUSSOV

(Président du Comité d'Etat pour l'automatisation et les constructions mécaniques, « Pravda » du 21 novembre)

L'ÉQUIPEMENT N'ARRIVE PAS

« Le manque de coordination administrative a fait naître une énorme nomenclature de machines, d'appareils et d'articles. Dans la plupart des branches de la construction mécanique, on n'a pas prêté attention aux question des dimensions rationnelles des machines. Le résultat en est que nous avons en production plus de 100 modèles de réducteurs, 1.200 calibres-types de câbles, plus de 100 de grues à tourelles pour le bâtiment, etc. En tout, comme l'a indiqué dans son rapport N.S. Khrouchtchev, on produit cette année dans la construction mécanique plus de 125.000 dimensions-types de machines, d'appareils et autres articles...

» En 1961, nous avons inspecté 328 des plus importants chantiers de la construction mécanique qui, dans le volume général des investissements dans cette branche, représentent 70 % environ. Les objets à mettre en service avaient été approvisionnés en outillage : à 40 % pour couper les métaux, à 31 % pour les travaux de forge et de presse, à 20 % pour le levage et le transport. Il est clair qu'avec cet approvisionnement en outillage le plan de mise en service des capacités n'a pas été réalisé. Une telle planification, N.S. Khrouchtchev ne l'a pas appelée autrement que du truquage qui n'apporte rien mais porte seulement préjudice. »

TOLSTIKOV

(Premier secrétaire du Comité régional du P.C. de l'U.R.S.S. à Léningrad, « Pravda » du 21 novembre)

« VIOLATION DE LA DISCIPLINE FINANCIÈRE »

« Le rapport de N.S. Khrouchtchev montre très bien les défauts dans le travail du Gosplan et du Conseil économique d'Etat pour la planification du développement de l'économie nationale ainsi que dans l'appréciation du travail des entreprises. Souvent des travailleurs du Gosplan, en établissant les plans de financement et d'approvisionnement matériel-technique de la construction, ne les conforment pas aux délais fixés pour la mise en service des objets, ce qui se solde inévitablement par des échecs.

» Les dirigeants économiques sont actuellement strictement responsables de la réalisation du plan, de l'exactitude des comptes. Mais pourquoi n'y a-t-il personne qui réponde de l'irresponsabilité dans l'établissement des plans qui n'assurent pas l'exécution des résolutions du Comité central et du Conseil des ministres de l'U.R.S.S.?

» Malgré l'existence du contrôle d'Etat de l'Union et de la Fédération et d'un grand nombre d'organes de contrôle des ministères et des départements, on rencontre des cas de violation de la discipline financière, d'incurie, des abus. Les organes de contrôle existants n'ont pas assez de droits pour corriger opérativement les défauts constatés, se doublent entre eux, n'ont pas dans les entreprises l'appui permanent du large public. »

APRÈS AVOIR LU
EST & OUEST
NE LE DÉTRUISEZ PAS
ENVOYEZ-LE A UN AMI

Chronique du mouvement communiste international

NIGER

UN NOUVEAU PARTI COMMUNISTE : LE SAWABA.

Malgré le peu de résultats obtenus, les communistes persévèrent dans leurs efforts pour organiser des partis communistes en Afrique.

Fin novembre 1962, s'est tenue (on ne sait où, vraisemblablement en Europe) une réunion commune du *P.A.I.* (Parti africain de l'indépendance) du Sénégal, du *Parti Sawaba*, du Niger, et du Comité révolutionnaire de l'*Union des populations camerounaises*. Selon toute vraisemblance, les représentants de ces trois mouvements étaient des militants vivant à Londres, Paris, Prague ou Moscou.

Le style de la résolution publiée à l'issue de cette rencontre (*L'Humanité*, 7 décembre 1962) est celui des « déclarations communes » des partis communistes. Les deux idées que ces trois « partis » entendent mettre en avant dans leur propagande sont, d'une part, que l'impérialisme et ses alliés font des efforts désespérés « *pour faire passer pour réelle l'indépendance fictive accordée à nos pays, indépendance d'ailleurs due à la lutte pleine d'abnégation de nos populations* » (affirmations qui ne laissent pas d'être contradictoires) et, d'autre part, que « *l'unité africaine ne peut se construire qu'avec le ciment de la lutte anti-impérialiste et anti-néo-colonialiste conséquente pour une indépendance politique réelle et une indépendance économique effective* ».

La résolution se termine par un appel à « *toutes les forces anti-impérialistes et anti-néo-colonialistes en Afrique* » pour qu'elles renforcent leur solidarité dans l'action.

L'élément le plus intéressant de cette information est la présence à cette réunion du Parti Sawaba, lequel apparaît ainsi officiellement comme un parti communiste.

Il fut fondé en 1951 par Djibo Bakari (un instituteur du Niger né en 1922). Secrétaire du Parti progressiste nigérien (P.P.N.), section nigérienne du R.D.A., Djibo Bakari refusa de suivre Houphouët-Boigny quand celui-ci détacha définitivement le R.D.A. du P.C.F., et il constitua avec une partie de l'ancien P.P.N. l'Union démocratique nigérienne (U.D.N.), qui s'appuyait sur les syndicats C.G.T. du Niger, dont Djibo Bakari était également le secrétaire général. En 1956, Bakari sembla changer d'orientation. Il s'entendit avec Lamine Gueye et l'U.D.N. devint la section nigérienne du M.S.A. (Mouvement socialiste africain), récemment fondé par celui qui était alors le maire de Dakar.

Le M.S.A. obtint la majorité aux élections à l'Assemblée territoriale de mars 1957, et Djibo Bakari fut désigné comme vice-président du Conseil exécutif. Mais, au référendum de septembre 1958, il fit campagne pour le non, fut battu et dut quitter le pouvoir.

Quelques-mois auparavant, il avait refusé de suivre les leaders du M.S.A. qui tous étaient entrés au Parti du regroupement africain (P.R.A.), créé par Senghor. Avec ses fidèles, il créa le Parti Sawaba (Sawaba voulant dire indépendance), qui fut interdit au Niger en octobre 1959.

Malgré cette interdiction, le Sawaba a continué d'exister clandestinement et (surtout) à l'étranger. Les liens de Djibo Bakari avec les communistes (qui datent de l'immédiat après guerre) se sont resserrés. La réunion commune de novembre 1962 a eu pour objet de consacrer l'entrée du Sawaba dans le Mouvement communiste international au titre de parti-frère.

[On peut trouver risible l'obstination apportée par l'état-major du mouvement communiste mondial (qui dirige cette entreprise) à donner une apparence d'existence et d'importance à quelques poignées de militants communistes africains, qui ont quitté leur pays depuis longtemps, qui n'y peuvent rentrer et qui n'ont plus avec lui que de rares contacts. Mais les communistes spéculent sur l'avenir. Il se peut que leurs « partis » africains, réduits à un noyau d'exilés, ne servent jamais à rien. Il se peut aussi qu'en cas de crise — toujours à redouter dans ces Etats qui n'ont encore qu'une existence fragile — ces groupuscules se montrent aptes à canaliser une partie des forces politiques ou sociales que cette crise libèrerait, déchaînerait.

Sans leur accorder une importance qu'ils n'ont pas actuellement dans la vie politique de leur pays, il convient cependant de ne pas ignorer l'existence et l'activité des partis communistes africains et de leurs proches alliés.]

FERMETURES D'ÉGLISES

D'après Reuter du 23 février 1962, quinze cents églises ont été fermées en U.R.S.S. au cours de l'année 1961. Ci-dessous quelques détails puisés dans la presse soviétique durant l'année 1962 :

Région de Brest-Litovsk (Biélorussie) : D'après *L'Etendard de la jeunesse* du 18 juillet 1962, on a fermé, en 1960-1961, 108 églises ; 8 groupements culturels catholiques et 7 baptistes ont été dissous.

Région de Grodno : D'après *Komsomolskaïa Pravda* du 7 août 1962, on a fermé, depuis 1958, 40 églises orthodoxes et 20 églises catholiques. (A l'époque où la région appartenait à la Pologne, on y comptait 200 églises.)

Région d'Odessa : D'après « Radio-Kiev » du 5 février 1962, on a fermé au cours de l'année 1961, 75 églises, qui furent transformées en clubs ou en bibliothèques, et on a dissous 68 groupements culturels. D'après un correspondant, il ne reste à Odessa que neuf églises ouvertes. Or, dans *One Church* n° 9-10, 1961 (publication de l'exarcat du patriarcat de Moscou en Amérique) un article écrit par des prêtres d'Amérique venus se documenter sur la vie religieuse en U.R.S.S. indiquait qu'il y avait quatorze églises à Odessa et 382 dans le diocèse. Ces églises étaient desservies par 272 prêtres assistés de 100 diacres.

Région de Dnepopetrovsk : D'après *L'Athée*, il ne reste plus que 40 églises en 1962 dans cette région. Or on en comptait 180 en 1958.

Région de Volynie: D'après *Komsomolskaïa Pravda* du 14 juin 1962, 180 lieux de culte ont été fermés au cours des dernières années.

Région de Kotovsk (Moldavie) : On y relevait 35 lieux de culte (églises orthodoxes, synagogues, temples), 15 ont été fermés (*Gazette Littéraire* du 28 novembre 1961).

Région de Lipovsk (Moldavie) : *Moldavie soviétique* du 13 décembre 1960 fait savoir que des 25 lieux de culte, il n'en reste plus que 7.

Région de Tcherkasy (Ukraine) : « Radio-Tcherkasy » a fait savoir le 18 octobre 1960 que dans la région, 40 églises furent fermées au cours des années 1959-1960.

Ajoutons encore qu'en 1958 il y avait en U.R.S.S. 69 monastères. En 1961, il n'en restait plus que 40. Des 8 séminaires existant en 1961, il n'en reste plus que 5 et la fermeture de l'un d'eux est prévue.

Le numéro : 2,25 NF. Fédération du Livre C.G.T. F.O. *Le Directeur de la Publication* : Claude Harmel, 86, boul. Haussmann (8e) L'Emancipatrice, Imp. Coop., 3, rue de Pondichéry, Paris-15e. — 34296-1262